

## Agents de la fonction publique : principales caractéristiques

2

Statuts et situations d'emploi **2.1**

Catégories hiérarchiques **2.2**

Catégories socioprofessionnelles et filières **2.3**

Féminisation et égalité professionnelle **2.4**

Âges **2.5**

Travailleurs handicapés **2.6**

Temps partiel **2.7**

Niveaux de diplôme **2.8**



### Définitions et méthodes

Désormais, l'introduction du Système d'Information sur les Agents des Services Publics de l'Insee (SIASP), permet de fournir **des résultats détaillés comparables sur les principales caractéristiques des agents des trois versants de la fonction publique** (sexe, âge, travail à temps partiel, statut, catégorie hiérarchique et catégorie socio professionnelle). En particulier le suivi des salariés par statuts ou situation d'emploi est harmonisé dans les trois versants de la fonction publique (cf. Dossier 1 p. 233).

La DGAFP a, par ailleurs, mis en place des enquêtes spécifiques auprès des ministères pour répondre aux questions **sur la féminisation dans les jurys de concours et dans les organismes consultatifs centraux des trois fonctions publiques**. En ce qui concerne les jurys de concours, la dernière enquête porte sur l'année 2006 et sur l'ensemble des recrutements offrant plus de 50 postes (soit 117 concours parmi les 1 400 organisés dans la fonction publique d'État). Selon les années, un concours peut offrir plus de 50 postes ou moins. Dans la deuxième hypothèse, il n'est pas recensé. La liste des concours retenus peut donc varier d'une année sur l'autre. En ce qui concerne les organismes consultatifs centraux des trois fonctions publiques, la dernière enquête porte sur la situation en 2013. Le nombre de représentants est inférieur au nombre de personnes nommées du fait du départ de titulaires qui sont remplacés par des suppléants ou de suppléants qui ont démissionné.

Enfin, depuis la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les employeurs publics de plus de vingt salariés sont tenus d'effectuer une déclaration au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP).

La **catégorie socioprofessionnelle**, issue de SIASP-Insee, repose sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, qui est la nomenclature de référence pour le suivi de l'emploi et des salaires à l'Insee. Afin de permettre les comparaisons entre versants de la fonction publique et entre privé et public, il est mis en place une nomenclature spécifique combinant la PCS de l'Insee et les catégories « statutaires » de la fonction publique. À ce stade, l'articulation des catégories agrégées de la PCS-Insee (cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers) avec la catégorie « statutaire » des agents (titulaires selon leur catégorie hiérarchique voire selon leur corps-grade, non-titulaires) a été réalisée pour la FPE. Elle a vocation à être étendue aux deux autres versants.

**Les catégories (ou niveaux) hiérarchiques** de la fonction publique correspondent, pour la catégorie A, à des fonctions de conception, de direction et d'encadrement (y compris l'encadrement supérieur et dirigeant désigné ici sous le terme de catégorie A+); pour la catégorie B, à des fonctions d'application et de rédaction; et pour la catégorie C, à des fonctions d'exécution.

**L'encadrement supérieur et dirigeant (A+)** rassemble les niveaux hiérarchiques les plus élevés dans chaque versant de la fonction publique. L'effectif des emplois civils de direction de la fonction publique de l'État est désormais appréhendé à partir de SIASP; les corps et emplois de direction recensés sont les ambassadeurs, chefs de service, directeurs adjoints et sous-directeurs (emplois dits du « décret de 1955 »), les directeurs d'administration centrale, les préfets, les recteurs, les secrétaires généraux d'administration centrale et les trésoriers payeurs-général. Dans la fonction publique territoriale, les emplois de direction rassemblent les directeurs généraux des services et directeurs généraux adjoints des conseils régionaux et généraux; directeurs généraux des services, directeurs généraux adjoints et directeurs des services techniques des villes de plus de 40 000 habitants; des structures intercommunales et des établissements publics nationaux. Dans la fonction publique hospitalière, les emplois de direction sont constitués des chefs d'établissements membres du corps des directeurs d'hôpitaux et chefs d'établissements membres du corps des directeurs d'établissement sanitaire social et médico-social.

Dans la fonction publique de l'État et selon l'article L 24-I-1° du Code des pensions civiles et militaires, sont classés dans la catégorie active les emplois présentant un risque particulier ou des fatigues exceptionnelles. La nomenclature de ces emplois est établie par décret en Conseil d'État. Les personnels ayant accompli au moins quinze ans de services dans un emploi de catégorie active peuvent partir à la retraite dès l'âge de 55 ans (au lieu de 60 ans), et 50 ans pour certaines. La réforme de 2010 relève progressivement de deux ans l'ensemble des bornes d'âge, qu'il s'agisse de l'âge d'ouverture des droits, des limites d'âge ou des durées de services effectifs exigées. Par opposition, les autres catégories d'emplois sont qualifiées de **sédentaires**.

**La cessation progressive d'activité (CPA)**: avant la réforme des retraites de 2003, pouvaient bénéficier de la CPA les agents âgés d'au moins 55 ans et ayant accompli au moins vingt-cinq années de services effectifs. Les agents admis au bénéfice de la CPA travaillaient à

### 2.1 Statuts et situations d'emploi

mi-temps et percevaient 50 % de leur traitement plein (primes et indemnités comprises), ainsi qu'une indemnité exceptionnelle égale à 30 % du traitement brut à temps plein.

La réforme de 2003 a modifié à la fois les conditions d'accès, la quotité de travail à accomplir et la rémunération perçue :

- l'âge requis pour bénéficier de la nouvelle CPA a été porté à 57 ans en 2008, avec une période transitoire de 2004 à 2008 (55 ans et demi en 2004, 56 ans en 2005, 56 ans et 3 mois en 2006, 56 ans et 6 mois en 2007 et 57 ans à partir de 2008) ;
- 33 années de cotisations tous régimes (dont au moins 25 ans de services publics) sont nécessaires ;
- la quotité de travail à accomplir est dégressive (de 80 % les deux premières années rémunérées à 6/7<sup>ème</sup> du temps plein à 60 % jusqu'à la sortie définitive, avec une rémunération correspondant à 70 % du temps plein) ou fixe (50 % avec une rémunération de 60 % du traitement et des indemnités perçues auparavant). La loi du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites met fin au dispositif de cessation progressive d'activité.

Les conseils supérieurs de la fonction publique de l'État, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière sont les organes centraux de dialogue social de chaque fonction publique. Depuis le décret n° 2012-148 du 30 janvier 2012 le Conseil commun de la fonction publique a été créé pour examiner toute question commune aux trois fonctions publiques.

**Les représentants des employeurs** sont des élus locaux en ce qui concerne le CSFPT ; des représentants de certains ministères ainsi que des représentants des employeurs publics hospitaliers en ce qui concerne le CSFPH. **Les représentants du personnel** sont nommés à partir de la représentativité des syndicats suite aux dernières élections professionnelles (voir FT 9). Depuis la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social dans la fonction publique, les résultats aux élections aux comités techniques et instances comparables sont désormais pris en compte pour la répartition des sièges aux trois conseils supérieurs de la fonction publique ainsi qu'au conseil commun

de la fonction publique. Seul le CSFPT est encore composé des représentants du personnel résultant des dernières élections professionnelles aux commissions administratives paritaires.

L'article 6 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 vise à assurer **une représentation équilibrée entre les femmes et les hommes au sein des organismes consultatifs et des jurys de concours de la fonction publique de l'État**. Le décret d'application n° 2002-766 du 3 mai 2002 précise les modalités de désignation par l'administration, dans la fonction publique de l'État, des membres des jurys et des comités de sélection et de ses représentants au sein des organismes consultatifs. Il dispose que leurs membres seront choisis en respectant une proportion minimale de chacun des sexes, qui a été fixée à un tiers. La composition d'un jury de concours est définie par des dispositions à caractère réglementaire. Pour la plupart des concours, les examinateurs doivent être de niveau hiérarchie supérieur à celui du corps ouvert au recrutement. L'autorité compétente, pour la nomination des membres d'un jury, est le ministre dont dépend le corps de fonctionnaires qu'il s'agit de recruter.

**Agents non titulaires** : trois grandes catégories sont représentées : accompagnement et soutien à la mise en œuvre de missions particulières de service public ; offre d'une expertise ou de compétences techniques particulières au sein des établissements publics à caractère administratif ; occupation d'emplois vacants à titre permanent ou pour des besoins saisonniers ou temporaires (voir Dossier 1 p. 233)

#### Travailleurs handicapés :

Voir spécifiquement les éléments fournis dans la fiche FT 2.6

- **Les niveaux de diplôme** : la répartition des agents de la fonction publique selon leur niveau de diplôme est issue de l'enquête Emploi de l'Insee. Depuis le premier trimestre 2006, il est possible de distinguer les agents des trois versants de la fonction publique dans l'Enquête Emploi (cf. Les agents de trois fonctions publiques (Etat, territoriale et hospitalière) dans l'Enquête emploi de l'Insee, 2011, Documents et méthodes, DGAFP) et d'étudier en détail leurs caractéristiques, notamment leur niveau de diplôme.

**Figure 2.1-1 : Effectifs physiques en équivalents temps plein (ETP) et en équivalents temps plein annualisés par statut (\*) des agents des trois fonctions publiques en 2011 en France (métropole + DOM)**

	Effectifs physiques au 31/12/2011	ETP au 31/12/2011	EQTP annualisé en 2011 <sup>(1)</sup>
<b>FPE</b>	Titulaires	1 551 763	1 526 178
	Non-titulaires	347 920	306 912
	Militaires et militaires volontaires	318 292	311 352
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	180 697	170 367
	<i>dont enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat</i>	140 962	130 990
	<i>dont ouvriers d'État</i>	37 466	37 409
	<i>dont apprentis</i>	716	601
<b>Total</b>	<b>2 398 672</b>	<b>2 280 848</b>	<b>2 315 364</b>
<b>FPT</b>	Titulaires <sup>(3)</sup>	1 410 016	1 336 877
	Non-titulaires	359 836	277 633
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	60 811	49 345
	<i>dont assistants maternels et familiaux</i>	50 362	42 456
	<i>dont apprentis</i>	8 967	5 477
<b>Total</b>	<b>1 830 663</b>	<b>1 663 854</b>	<b>1 704 381</b>
<b>FPH</b>	Titulaires	824 797	773 627
	Non-titulaires	193 793	171 665
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	110 848	94 961
	<i>dont médecins</i>	107 511	92 234
	<i>dont assistants maternels et familiaux</i>	2 597	2 139
<i>dont apprentis</i>	738	586	
<b>Total</b>	<b>1 129 438</b>	<b>1 040 252</b>	<b>1 049 360</b>
<b>Total</b>	Titulaires <sup>(3)</sup>	3 786 576	3 614 939
	Non-titulaires	901 549	743 991
	Militaires et militaires volontaires <sup>(3)</sup>	318 292	311 352
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	352 356	314 672
	<b>Total</b>	<b>5 358 773</b>	<b>4 984 954</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) EQTP annualisés : équivalents temps plein annualisés calculés sur l'ensemble des postes actifs. Pour plus de précisions, voir Encadré 3 vue 1.1.

(2) La catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(3) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT les militaires (2 300 sapeurs pompiers de Marseille) sont regroupés avec les titulaires.

# Thème - Agents de la fonction publique : principales caractéristiques

## 2

### 2.1 Statuts et situations d'emploi

Figure 2.1-2: Effectifs physiques et en équivalents temps plein (ETP) des titulaires (\*) des ministères en 2011 en France (métropole + DOM)

Ministères	Rappel 2010		2011									
			Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Catégorie indéterminée		Total titulaires civils	
	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP
Affaires étrangères et européennes	2 973	2 902	824	812	486	479	1 542	1 493	62	62	2 914	2 847
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	25 170	24 233	12 920	12 572	7 428	7 114	4 415	4 173	37	36	24 800	23 895
Ministères économique et financier	155 049	147 953	43 764	42 702	59 101	56 538	48 861	45 821	169	115	151 895	145 177
<i>Budget, Comptes publics et Fonction publique et Réforme de l'État</i>	143 032	136 367	38 203	37 274	54 629	52 215	46 478	43 558	132	79	139 442	133 125
<i>Économie, finances et industrie</i>	12 017	11 586	5 561	5 428	4 472	4 323	2 383	2 264	37	36	12 453	12 051
Culture et Communication	9 688	9 444	3 737	3 684	1 960	1 899	4 017	3 889	19	16	9 733	9 489
Défense et anciens combattants	36 913	35 797	5 818	5 744	10 372	10 129	19 653	18 970	29	22	35 872	34 865
Écologie, développement durable, transports et logement	62 313	60 636	17 283	17 029	21 042	20 477	22 090	21 339	48	36	60 463	58 882
Ministères de l'enseignement	855 765	827 986	739 786	717 194	34 663	32 717	35 397	33 832	260	104	810 106	783 847
<i>Éducation nationale, jeunesse et vie associative</i>	808 673	781 862	726 672	704 193	32 179	30 296	31 034	29 653	48	42	789 933	764 184
<i>Enseignement supérieur et Recherche</i>	47 092	46 124	13 114	13 001	2 484	2 421	4 363	4 180	212	62	20 173	19 663
Intérieur, Outre-mer, Collectivités territoriales et Immigration	171 097	168 428	19 202	19 042	112 428	111 549	31 993	30 658	5 656	5 342	169 279	166 590
<i>Outre-mer</i>	39	39	ns	ns	ns	ns	39	39	ns	ns	41	41
<i>Police</i>	130 855	129 797	13 172	13 101	102 143	101 592	13 657	13 202	10	6	128 982	127 902
<i>Intérieur, autre</i>	40 203	38 593	6 030	5 941	10 283	9 954	18 297	17 416	5 646	5 335	40 256	38 647
Justice et Libertés	70 624	68 649	14 400	14 084	17 555	16 848	38 687	37 764	20	18	70 662	68 714
Services du Premier ministre	6 985	6 826	3 778	3 742	1 039	1 005	2 191	2 102	18	16	7 026	6 866
Travail, emploi et santé	20 734	19 942	8 215	8 065	5 782	5 532	6 064	5 737	53	48	20 114	19 382
<b>Total hors enseignants<sup>(1)</sup></b>	<b>676 396</b>	<b>655 368</b>	<b>165 583</b>	<b>162 650</b>	<b>265 265</b>	<b>258 140</b>	<b>214 704</b>	<b>205 577</b>	<b>6 340</b>	<b>5 786</b>	<b>651 892</b>	<b>632 154</b>
<b>Total</b>	<b>1 417 311</b>	<b>1 372 796</b>	<b>869 727</b>	<b>844 672</b>	<b>271 856</b>	<b>264 286</b>	<b>214 910</b>	<b>205 780</b>	<b>6 371</b>	<b>5 816</b>	<b>1 362 864</b>	<b>1 320 553</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires des ministères. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

Enseignants : y compris élèves enseignants; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) Révision par rapport à l'année précédente suite aux progrès réalisés dans l'identification des enseignants.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finance initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des Publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, développement durable, transports et logement.

ns : non significatif.

**Figure 2.1-3 : Effectifs physiques et en équivalents temps plein (ETP) des non-titulaires (\*) des ministères en 2011 en France (métropole + DOM)**

Ministères	Rappel 2010 <sup>(1)</sup>		2011									
			Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Catégorie indéterminée		Total non-titulaires	
	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP	Effectifs	ETP
Affaires étrangères et européennes	575	534	140	138	6	6	5	5	435	394	586	543
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	6 000	4 401	1 370	1 127	777	644	360	189	1 349	1 195	3 856	3 155
Ministères économique et financier	6 423	4 745	2 223	2 163	239	227	3 527	2 147	961	838	6 950	5 376
<i>Budget, Comptes publics et Fonction publique et Réforme de l'État</i>	4 346	3 313	1 630	1 580	221	210	2 611	1 770	479	411	4 941	3 970
<i>Économie, finances et industrie</i>	2 077	1 432	593	583	18	17	916	378	482	428	2 009	1 406
Culture et Communication	1 689	1 525	768	686	ns	ns	36	29	764	693	1 570	1 411
Défense et anciens combattants	6 692	6 392	4 826	4 608	823	759	791	762	632	610	7 072	6 739
Écologie, développement durable, transports et logement	4 413	4 020	1 027	998	47	46	715	586	2 026	1 834	3 815	3 464
Ministères de l'enseignement	61 046	49 554	28 237	24 557	22 393	16 262	6 424	5 237	3 045	2 210	60 099	48 267
<i>Éducation nationale, jeunesse et vie associative</i>	55 347	44 362	26 974	23 461	22 366	16 237	5 829	4 750	2 583	1 765	57 752	46 214
Enseignement supérieur et Recherche	5 699	5 193	1 263	1 096	27	26	595	487	462	445	2 347	2 054
Intérieur, Outre-mer, Collectivités territoriales et Immigration	12 249	11 037	700	684	361	295	10 670	9 713	2 134	1 952	13 865	12 644
<i>Outre-mer</i>	17	16	ns	ns	ns	ns	17	16	ns	ns	17	16
<i>Police</i>	9 210	8 208	137	132	215	150	10 183	9 283	612	519	11 147	10 084
<i>Intérieur, autre</i>	3 022	2 813	563	552	146	145	470	413	1 522	1 433	2 701	2 543
Justice et Libertés	4 891	3 563	936	672	1 202	784	2 653	2 003	709	666	5 500	4 125
Services du Premier ministre	2 873	2 564	818	801	404	273	287	197	388	375	1 897	1 646
Travail, emploi et santé	2 819	2 596	1 494	1 447	176	164	260	204	497	423	2 427	2 239
<b>Total hors enseignants<sup>(2)</sup></b>	<b>78 352</b>	<b>62 759</b>	<b>15 769</b>	<b>14 366</b>	<b>18 791</b>	<b>12 374</b>	<b>25 684</b>	<b>21 050</b>	<b>12 847</b>	<b>11 132</b>	<b>73 091</b>	<b>58 921</b>
<b>Total</b>	<b>109 670</b>	<b>90 932</b>	<b>42 539</b>	<b>37 883</b>	<b>26 430</b>	<b>19 463</b>	<b>25 728</b>	<b>21 072</b>	<b>12 940</b>	<b>11 191</b>	<b>107 637</b>	<b>89 608</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, non-titulaires des ministères. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors Com et étranger).

Enseignants : y compris élèves enseignants; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) Révision par rapport à l'année précédente suite aux progrès réalisés dans l'identification des non-titulaires (voir Dossier 1).

(2) Révision par rapport à l'année précédente suite aux progrès réalisés dans l'identification des enseignants.

Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finance initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des Publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, développement durable, transports et logement.

ns : non significatif.

## 2.2 Catégories hiérarchiques

Figure 2.2-1: Répartition par statut (\*) et catégorie hiérarchique des effectifs des trois fonctions publiques au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

	Catégorie A (en %)	Catégorie B (en %)	Catégorie C (en %)	Catégorie indéterminée <sup>(1)</sup> (en %)	Total
<b>Fonction publique de l'État (ministères et Épa)</b>					
Titulaires	63,6	19,6	16,3	0,5	1 551 763
Non-titulaires	33,7	31,6	24,3	10,4	347 920
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	74,4	7,3	18,2	0,0	180 697
<b>Total agents civils</b>	<b>59,6</b>	<b>20,5</b>	<b>17,8</b>	<b>2,1</b>	<b>2 080 380</b>
<i>dont enseignants</i>	97,7	2,2	0,0	0,0	964 670
<i>dont non-enseignants</i>	26,6	36,4	33,2	3,9	1 115 710
Militaires et militaires volontaires	13,0	53,4	33,5	0,1	318 292
<b>Total FPE</b>	<b>53,4</b>	<b>24,9</b>	<b>19,9</b>	<b>1,8</b>	<b>2 398 672</b>
<b>Fonction publique territoriale</b>					
Titulaires <sup>(3)</sup>	8,6	13,7	76,8	1,0	1 410 016
Non-titulaires	11,5	15,2	65,2	8,1	359 836
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	3,4	0,4	96,2	0,1	60 811
<b>Total FPT</b>	<b>9,0</b>	<b>13,5</b>	<b>75,1</b>	<b>2,3</b>	<b>1 830 663</b>
<b>Fonction publique hospitalière</b>					
Titulaires	22,5	24,9	52,6	0,1	824 797
Non-titulaires	15,9	17,3	66,6	0,2	193 793
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	97,0	0,0	3,0	.	110 848
<b>Total FPH</b>	<b>28,6</b>	<b>21,2</b>	<b>50,1</b>	<b>0,1</b>	<b>1 129 438</b>
<b>FPE+FPT+FPH</b>					
Titulaires <sup>(3)</sup>	34,2	18,5	46,7	0,6	3 786 576
Non-titulaires	21,0	22,0	49,7	7,3	901 549
Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	69,2	3,8	26,9	0,0	352 356
<b>Total agents civils</b>	<b>34,3</b>	<b>18,1</b>	<b>45,9</b>	<b>1,7</b>	<b>5 040 481</b>
<i>dont enseignants</i>	97,7	2,2	0,0	0,0	964 945
<i>dont non-enseignants</i>	19,2	21,9	56,7	2,1	4 075 536
Militaires et militaires volontaires <sup>(3)</sup>	13,0	53,4	33,5	0,1	318 292
<b>Ensemble</b>	<b>33,0</b>	<b>20,2</b>	<b>45,1</b>	<b>1,6</b>	<b>5 358 773</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

Note de lecture : 63,6 % des agents titulaires de la FPE sont des agents de catégorie A.

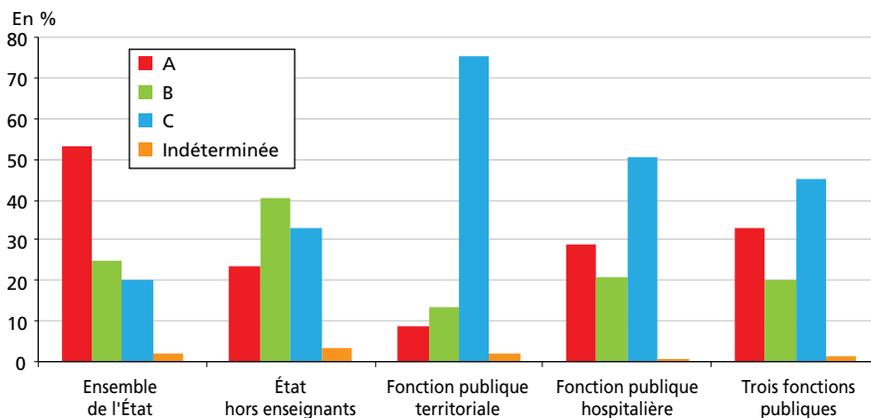
(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) La qualité de la catégorie hiérarchique doit faire l'objet d'améliorations dans la nouvelle source d'information assurant le suivi statistique des agents de la fonction publique, en particulier pour les non-titulaires.

(2) La catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(3) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT les militaires (2 300 sapeurs pompiers de Marseille) sont regroupés avec les titulaires.

Figure 2.2-2: Répartition des effectifs physiques par catégorie hiérarchique dans chacune des trois fonctions publiques au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

Enseignants : y compris élèves enseignants ; hors chercheurs, directeurs d'établissement, inspecteurs, personnels d'orientation et de surveillance.

Figure 2.3-1: Effectifs physiques par catégorie socioprofessionnelle (PCS-Insee) et par catégorie hiérarchique dans les trois fonctions publiques au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

		Effectifs physiques	Part de femmes (en %)	Part de titulaires (en %)	Part de non-titulaires (en %)
FPE (ministères et Épa)	Cadres et professions intellectuelles supérieures	790 915	51,0	71,2	12,4
	<i>dont catégorie A</i>	788 110	51,0	71,3	12,3
	<i>dont catégorie B</i>	1 923	48,1	43,5	35,2
	Professions Intermédiaires	874 718	65,7	71,4	14,0
	<i>dont catégorie A</i>	484 324	74,7	87,6	2,7
	<i>dont catégorie B</i>	385 167	54,7	51,9	27,8
	<i>dont catégorie C</i>	5 008	29,6	5,3	40,8
	Employés, ouvriers	724 231	41,7	49,4	17,2
	<i>dont catégorie A</i>	7 942	46,7	9,5	90,0
	<i>dont catégorie B</i>	209 904	18,1	49,1	1,1
	<i>dont catégorie C</i>	471 895	51,0	53,6	17,8
	Indéterminée	8 808	60,6	70,4	29,1
	<b>Total FPE</b>	<b>2 398 672</b>	<b>53,6</b>	<b>64,7</b>	<b>14,5</b>
FPT	Cadres et professions intellectuelles supérieures	144 619	54,1	71,3	27,3
	<i>dont catégorie A</i>	137 532	54,5	70,4	29,5
	<i>dont catégorie B</i>	175	53,1	40,0	60,0
	Professions Intermédiaires	271 971	66,6	78,9	21,0
	<i>dont catégorie A</i>	26 828	88,9	91,2	8,8
	<i>dont catégorie B</i>	242 391	64,1	77,7	22,3
	<i>dont catégorie C</i>	1 258	55,8	57,0	42,8
	Employés, ouvriers	1 377 560	59,9	78,8	17,1
	<i>dont catégorie A</i>	306	59,5	36,6	63,4
	<i>dont catégorie B</i>	4 798	41,7	84,9	15,1
	<i>dont catégorie C</i>	1 371 155	60,0	78,8	17,5
	Indéterminée	36 514	68,3	20,1	75,8
	<b>Total FPT</b>	<b>1 830 663</b>	<b>60,6</b>	<b>77,0</b>	<b>19,7</b>
FPH	Cadres et professions intellectuelles supérieures	135 941	53,4	11,1	9,8
	<i>dont catégorie A</i>	135 860	53,4	11,1	9,8
	<i>dont catégorie B</i>	24	41,7	12,5	87,5
	Professions Intermédiaires	426 877	84,6	87,8	12,1
	<i>dont catégorie B</i>	237 697	83,6	86,1	13,9
	<i>dont catégorie C</i>	2 133	53,6	36,9	63,1
	Employés, ouvriers	564 934	77,7	76,8	22,7
	Indéterminée	1 686	60,0	40,1	32,3
<b>Total FPH</b>	<b>1 129 438</b>	<b>77,3</b>	<b>73,0</b>	<b>17,2</b>	
3 FP	Cadres et professions intellectuelles supérieures	1 071 475	51,7	63,6	14,1
	Professions Intermédiaires	1 573 566	71,0	77,2	14,7
	Employés, ouvriers	2 666 725	58,7	70,4	18,3
	Indéterminée	47 008	66,6	30,3	65,5
	<b>Total 3 FP</b>	<b>5 358 773</b>	<b>61,0</b>	<b>70,7</b>	<b>16,8</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

Note : La catégorie socioprofessionnelle, issue de SIASP-Insee, repose désormais sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, qui est la nomenclature de référence pour le suivi de l'emploi et des salaires à l'Insee. Son utilisation pour la fonction publique devrait donc permettre de meilleures comparaisons avec le secteur privé. Cette nomenclature n'est pas équivalente à celle issue du FGE et utilisée dans les précédents rapports, qui combinait la PCS de l'Insee et les catégories « statutaires » de la fonction publique. Il a donc paru pertinent pour la nouvelle présentation par catégorie socioprofessionnelle d'articuler les catégories agrégées de la PCS-Insee (cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers) avec la catégorie « statutaire » des agents (titulaires selon leur catégorie hiérarchique voire selon leur corps-grade, non-titulaires). Des travaux d'expertise ont conduit à de légères modifications de cette présentation, par rapport à l'édition précédente du rapport annuel, présentation qui pourra encore l'objet d'améliorations ultérieures.

Figure 2.3-2: Effectifs physiques par catégorie socioprofessionnelle (PCS-Insee) et catégorie hiérarchique dans les ministères au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM) [1<sup>ère</sup> partie]

	Effectifs physiques	Part de femmes (en %)	Part de titulaires (en %)	Part de non-titulaires (en %)
<b>PCS cadres et professions intellectuelles supérieures dont:</b>	<b>613 928</b>	<b>53,6</b>	<b>74,0</b>	<b>4,9</b>
Cadres de catégorie A+	34 934	39,5	95,3	2,4
<i>Encadrement et direction</i> <sup>(1)</sup>	9 137	26,5	99,4	0,4
<i>Inspection, contrôle et expertise</i> <sup>(2)</sup>	11 727	53,5	99,8	0,1
<i>Enseignement supérieur, recherche et assimilés</i> <sup>(3)</sup>	12 045	36,9	95,9	4,0
<i>Officiers généraux</i>	723	2,8	0,0	0,0
Cadres de catégorie A (hors A+)	577 653	54,5	72,7	5,1
<i>Attachés et inspecteurs</i>	37 131	51,0	99,6	0,4
<i>dont attachés et inspecteurs principaux</i>	8 328	52,4	99,9	0,1
<i>Ingénieurs de l'État (sauf militaires)</i>	20 185	27,9	86,8	13,2
<i>Officiers (sauf généraux)</i>	39 733	12,4	0,0	0,0
<i>dont officiers supérieurs</i>	14 079	5,5	0,0	0,0
<i>dont officiers subalternes</i>	25 654	16,2	0,0	0,0
<i>Professeurs certifiés et agrégés</i> <sup>(4)</sup>	405 209	61,0	73,8	4,5
<i>Autres enseignants de catégorie A</i>	4 468	45,2	84,8	15,2
<i>Police (commandants)</i>	3 810	15,0	99,4	0,6
<i>Autres cadres A</i>	67 117	53,0	87,9	11,1
Cadres de catégorie B	1 296	41,6	51,3	17,9
Cadres de catégorie indéterminée	45	57,8	91,1	8,9
<b>Professions intermédiaires</b>	<b>748 921</b>	<b>65,9</b>	<b>78,5</b>	<b>4,6</b>
<i>Professions intermédiaires de catégorie A</i>	470 174	75,2	88,5	1,7
<i>Professeurs des écoles</i> <sup>(4)</sup>	364 214	82,3	89,3	0,0
<i>Professeurs de lycée professionnel</i>	61 497	48,7	99,4	0,0
<i>Professeur de collège d'enseignement général</i>	4 066	55,7	98,2	0,3
<i>Autres enseignants professions intermédiaires de catégorie A</i> <sup>(4)</sup>	15 951	54,9	12,2	45,3
<i>Police (capitaine et lieutenant)</i>	6 853	26,3	99,9	0,1
<i>Autres professions intermédiaires de catégorie A</i>	17 593	63,6	96,1	3,9
<i>Professions intermédiaires de catégorie B</i>	275 514	50,6	62,2	9,4
<i>Greffiers</i>	8 620	87,7	100,0	0,0
<i>Instituteurs</i> <sup>(4)</sup>	12 450	83,4	49,7	1,1
<i>Autres enseignants professions intermédiaires de catégorie B</i>	7 772	26,4	0,1	96,5
<i>Personnels administratifs et techniques (secrétaires administratifs, contrôleurs et techniciens)</i>	113 061	64,2	99,7	0,1
<i>dont secrétaires administratifs</i>	28 157	75,1	99,5	0,0
<i>Corps d'encadrement de l'administration pénitentiaire (commandants, capitaines et lieutenants pénitentiaires)</i>	1 233	23,6	80,2	19,7
<i>Sous-officiers supérieurs : adjudant-chefs, adjudants et sous-officiers de rang supérieur de l'armée et de la gendarmerie (yc pompiers militaires)</i>	65 381	12,9	0,0	0,0
<i>Autres professions intermédiaires de catégorie B</i>	66 997	57,0	63,9	26,8
<i>Professions intermédiaires de catégorie C</i>	3 172	1,7	1,2	9,5
<i>Agents de maîtrise en maintenance, installation mécanique</i>	2 800	1,5	0,0	0,0
<i>Autres professions intermédiaires de catégorie C</i>	372	3,2	10,2	81,2
<i>Professions intermédiaires de catégorie indéterminée</i>	61	67,2	100,0	0,0

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires d'emplois aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

(1) Regroupe les emplois à la décision du gouvernement et assimilés et les autres corps et emplois d'encadrement et de direction (par exemple les dirigeants d'administration centrale).

(2) Regroupe les corps ENA Juridictions administratives et financières (dont la Cour des comptes), les Juridictions judiciaires (dont les magistrats) ainsi que les corps d'inspection et de contrôle.

(3) Regroupe les chercheurs, les professeurs de l'enseignement supérieur, les maîtres de conférence, les inspecteurs de l'enseignement.

(4) Les effectifs de ces catégories sont modifiés par rapport à l'édition précédente du rapport annuel du fait de l'intégration des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, laquelle induit également une baisse de la part des titulaires.

Note : La catégorie socioprofessionnelle, issue de SIASP-Insee, repose désormais sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, qui est la nomenclature de référence pour le suivi de l'emploi et des salaires à l'Insee. Son utilisation pour la fonction publique devrait donc permettre de meilleures comparaisons avec le secteur privé. Cette nomenclature n'est pas équivalente à celle issue du FGE et utilisée dans les précédents rapports, qui combinait la PCS de l'Insee et les catégories « statutaires » de la fonction publique. Il a donc paru pertinent pour la nouvelle présentation par catégorie socioprofessionnelle d'articuler les catégories agrégées de la PCS-Insee (cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers) avec la catégorie « statutaire » des agents (titulaires selon leur catégorie hiérarchique voire selon leur corps-grade, non-titulaires). Des travaux d'expertise ont conduit à de légères modifications de cette présentation, par rapport à l'édition précédente du rapport annuel, présentation qui pourra faire encore l'objet d'améliorations ultérieures.

Figure 2.3-2: Effectifs physiques par catégorie socioprofessionnelle (PCS-Insee) et catégorie hiérarchique dans les ministères au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM) [2<sup>ème</sup> partie]

	Effectifs physiques	Part de femmes (en %)	Part de titulaires (en %)	Part de non-titulaires (en %)
<b>Employés et ouvriers</b>	<b>596 743</b>	<b>36,6</b>	<b>52,9</b>	<b>7,1</b>
Employés et ouvriers de catégorie B	204 249	16,7	48,9	0,1
Police (corps d'encadrement et d'application : gardiens de la paix, brigadiers...)	99 869	17,9	100,0	0,0
dont brigadiers (yc chefs et majors)	42 843	14,9	100,0	0,0
dont gardiens de la paix	57 026	20,1	99,9	0,0
Sous-officiers subalternes : sergents-chefs, sergents et sous-officiers de grade équivalent de l'armée et de la gendarmerie (yc pompiers militaires)	102 952	15,2	0,0	0,0
Autres employés, ouvriers de catégorie B	1 428	40,5	3,9	19,8
Employés et ouvriers de catégorie C	374 598	46,7	57,4	6,8
Adjoints administratifs et adjoints techniques	189 098	70,8	99,4	0,6
Personnel surveillant de l'administration pénitentiaire	25 984	19,0	94,9	5,1
Militaires et hommes du rang (yc pompiers militaires)	90 550	13,2	0,0	0,0
dont Caporaux-chefs	37 529	16,4	0,0	0,0
dont Caporaux et soldats	53 021	11,0	0,0	0,0
Autres employés, ouvriers de catégorie C	68 966	34,8	3,2	33,4
Employés, ouvriers de catégorie A	4 752	42,8	5,7	93,9
Employés, ouvriers de catégorie indéterminée	13 144	58,7	4,9	93,5
<b>PCS indéterminée</b>	<b>6 275</b>	<b>63,5</b>	<b>89,6</b>	<b>10,4</b>
<b>Total</b>	<b>1 965 867</b>	<b>53,2</b>	<b>69,3</b>	<b>5,5</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires d'emplois aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

(1) Regroupe les emplois à la décision du gouvernement et assimilés et les autres corps et emplois d'encadrement et de direction (par exemple les dirigeants d'administration centrale).

(2) Regroupe les corps ENA Juridictions administratives et financières (dont la Cour des comptes), les Juridictions judiciaires (dont les magistrats) ainsi que les corps d'inspection et de contrôle.

(3) Regroupe les chercheurs, les professeurs de l'enseignement supérieur, les maîtres de conférence, les inspecteurs de l'enseignement.

(4) Les effectifs de ces catégories sont modifiés par rapport à l'édition précédente du rapport annuel du fait de l'intégration des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, laquelle induit également une baisse de la part des titulaires.

Note : La catégorie socioprofessionnelle, issue de SIASP-Insee, repose désormais sur la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, qui est la nomenclature de référence pour le suivi de l'emploi et des salaires à l'Insee. Son utilisation pour la fonction publique devrait donc permettre de meilleures comparaisons avec le secteur privé. Cette nomenclature n'est pas équivalente à celle issue du FGE et utilisée dans les précédents rapports, qui combinait la PCS de l'Insee et les catégories « statutaires » de la fonction publique. Il a donc paru pertinent pour la nouvelle présentation par catégorie socioprofessionnelle d'articuler les catégories agrégées de la PCS-Insee (cadres, professions intermédiaires, employés et ouvriers) avec la catégorie « statutaire » des agents (titulaires selon leur catégorie hiérarchique voire selon leur corps-grade, non-titulaires). Des travaux d'expertise ont conduit à de légères modifications de cette présentation, par rapport à l'édition précédente du rapport annuel, présentation qui pourra faire encore l'objet d'améliorations ultérieures.

**Figure 2.3-3 : Effectifs physiques et répartition des agents de la fonction publique territoriale par statut et filière d'emploi au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

	Effectifs physiques	Titulaires (en %)	Non-titulaires (en %)	Part de non-titulaires dans la filière (en %)
Administrative	404 151	24,0	18,1	16,1
Animation	83 556	3,5	9,5	40,9
Culturelle	70 997	3,5	5,9	29,7
Incendie et secours	39 242	2,8	0,1	0,7
Médico-sociale	75 741	4,1	5,1	24,2
Médico-technique	2 343	0,1	0,2	23,2
Sécurité-Police municipale	20 719	1,4	0,2	3,5
Sociale	163 728	9,0	10,4	22,8
Sportive	18 908	1,0	1,5	29,3
Technique	823 072	48,9	35,9	15,7
Hors filière <sup>(1)</sup> et indéterminée	128 207	1,7	13,3	37,2
<b>Total</b>	<b>1 830 663</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>19,7</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : FPT. Emplois principaux. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

Note de lecture : 24,0 % des titulaires et 18,1 % des agents non titulaires de la FPT travaillent dans la filière administrative. 16,1 % des agents travaillant dans la filière administrative sont non titulaires.

(1) Il s'agit par définition de la NET (Nomenclature des emplois territoriaux) des emplois non classables ailleurs, comme par exemple les collaborateurs de cabinet, les agents sur PACTE. Cette année, les assistants maternels et familiaux sont également classés en hors filière. Dans la précédente édition du rapport annuel, les assistants maternels et familiaux n'étaient pas pris en compte dans le tableau.

**Figure 2.3-4 : Effectifs physiques et répartition des personnels non médicaux de la fonction publique hospitalière par statut et filière d'emploi au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

	Effectifs physiques	Titulaires (en %)	Non-titulaires (en %)	Part de non-titulaires dans la filière (en %)
Administrative	112 149	10,7	12,5	21,6
Médico-technique	52 140	5,3	4,5	16,7
Socio-éducative	24 384	2,2	3,1	24,7
Soignante	708 587	71,4	61,7	16,9
Technique-ouvrière	111 587	10,3	13,7	23,8
Hors filière <sup>(1)</sup> et indéterminée	13 080	0,1	4,5	66,4
<b>Total</b>	<b>1 021 927</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>19,0</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : FPH, hors médecins et internes. Emplois principaux. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière (hors COM et étranger).

Note de lecture : Parmi les agents de la filière administrative, 21,6 % sont des non-titulaires. 10,7 % des titulaires et 12,5 % des non-titulaires travaillent dans la filière administrative.

(1) Il s'agit par définition de la NEH (Nomenclature des emplois hospitaliers) des emplois non classables ailleurs, comme par exemple les travailleurs handicapés en C.A.T, les formateurs occasionnels et les apprentis.

Figure 2.4-1: Taux de femmes par statut (\*) et catégorie hiérarchique dans les trois fonctions publiques au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

	Statut	A	B	C	Indéterminée <sup>(1)</sup>	Total	Total hors enseignants
FPE	Titulaires	61,4	47,7	64,6	59,4	59,3	52,8
	Non-titulaires	49,0	66,9	66,3	58,4	59,8	61,8
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	73,2	48,7	17,3	38,9	61,2	16,1
	<b>Total agents civils</b>	<b>61,5</b>	<b>52,7</b>	<b>60,8</b>	<b>58,5</b>	<b>59,5</b>	<b>53,9</b>
	Total agents civils hors enseignants	46,9	52,2	60,8	58,6	53,9	53,9
	Militaires et militaires volontaires	12,4	14,5	16,0	49,2	14,7	14,7
	<b>Total</b>	<b>59,9</b>	<b>41,8</b>	<b>50,8</b>	<b>58,5</b>	<b>53,6</b>	<b>45,2</b>
FPT	Titulaires <sup>(3)</sup>	61,9	64,4	56,0	63,3	57,7	57,7
	Non-titulaires	55,8	61,0	70,9	65,9	67,3	67,3
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	44,6	60,1	89,3	37,5	87,6	87,6
	<b>Total</b>	<b>60,1</b>	<b>63,6</b>	<b>60,0</b>	<b>65,1</b>	<b>60,6</b>	<b>60,6</b>
FPH	Titulaires	84,3	84,5	77,2	57,6	80,6	80,6
	Non-titulaires	80,5	77,5	78,4	51,4	78,5	78,5
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	49,6	76,3	88,2	-	50,8	50,8
	<b>Total</b>	<b>72,4</b>	<b>83,5</b>	<b>77,6</b>	<b>54,7</b>	<b>77,3</b>	<b>77,3</b>
FPE+FPT+FPH	Titulaires <sup>(3)</sup>	64,7	63,1	62,4	61,8	63,3	62,7
	Non-titulaires	55,6	67,0	72,2	61,7	66,8	67,9
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	62,6	48,9	64,2	38,5	62,5	54,8
	<b>Total agents civils</b>	<b>63,4</b>	<b>63,7</b>	<b>64,4</b>	<b>61,7</b>	<b>63,9</b>	<b>63,4</b>
	Total agents civils hors enseignants	60,2	63,8	64,4	61,7	63,4	63,4
	Militaires et militaires volontaires <sup>(3)</sup>	12,4	14,5	16,0	49,2	14,7	14,7
	<b>Total</b>	<b>62,2</b>	<b>56,0</b>	<b>62,3</b>	<b>61,7</b>	<b>61,0</b>	<b>59,9</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

Note de lecture : dans la FPT, 61,9 % des agents titulaires de catégorie A sont des femmes.

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier « Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique » du présent Rapport annuel).

(1) La qualité de la catégorie hiérarchique doit faire l'objet d'améliorations dans la nouvelle source d'information assurant le suivi statistique des agents de la fonction publique, en particulier pour les non-titulaires.

(2) La catégorie « autres catégories et statuts » recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(3) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT les militaires (2 300 sapeurs pompiers de Marseille) sont regroupés avec les titulaires.

**Figure 2.4-2: Part de femmes parmi les agents titulaires et non-titulaires des ministères par ministère et catégorie hiérarchique au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Catégorie indéterminée (1)		Total	
	Part de femmes parmi les titulaires (en %)	Part de femmes parmi les non-titulaires (en %)	Part de femmes parmi les titulaires (en %)	Part de femmes parmi les non-titulaires (en %)	Part de femmes parmi les titulaires (en %)	Part de femmes parmi les non-titulaires (en %)	Part de femmes parmi les titulaires (en %)	Part de femmes parmi les non-titulaires (en %)	Part de femmes parmi les titulaires (en %)	Part de femmes parmi les non-titulaires (en %)
Affaires étrangères et européennes	34,3	39,3	49,0	ns	68,2	ns	38,7	52,9	54,8	49,3
Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire	47,8	42,8	53,2	59,8	82,7	70,0	ns	65,5	55,7	56,7
Budget, Comptes publics et Fonction publique et Réforme de l'État	46,8	42,9	60,9	55,2	65,3	71,8	61,4	48,6	58,5	59,3
Culture et Communication	47,2	43,9	57,7	ns	54,6	ns	ns	61,9	52,3	52,9
Défense et anciens combattants	28,2	34,2	43,5	29,6	67,5	47,4	ns	54,7	54,2	37,0
Écologie, développement durable, transports et logement	31,7	39,9	36,8	ns	47,8	52,3	ns	52,9	39,4	49,0
Économie, finances et industrie	40,0	43,8	59,3	ns	79,0	75,3	ns	50,0	54,4	59,8
Éducation nationale, jeunesse et vie associative	68,5	57,5	83,3	69,9	85,9	83,4	ns	73,3	69,8	65,7
Enseignement supérieur et Recherche	41,5	39,0	59,3	ns	57,1	54,3	8,0	58,4	46,7	46,9
Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration	31,5	28,4	22,8	6,6	74,9	33,9	63,4	58,7	35,0	36,7
Justice et Libertés	60,5	54,4	74,7	61,7	41,8	68,0	ns	51,2	53,8	62,1
Services du Premier ministre	40,1	48,2	70,0	65,3	69,1	36,2	ns	56,7	53,6	51,8
Travail, emploi et santé	44,6	57,4	73,4	71,0	82,2	75,4	54,7	59,8	64,3	60,8
<b>Total</b>	<b>64,3</b>	<b>51,7</b>	<b>46,2</b>	<b>66,9</b>	<b>64,6</b>	<b>56,3</b>	<b>61,0</b>	<b>60,1</b>	<b>60,7</b>	<b>57,5</b>
<b>Total hors enseignants</b>	<b>47,5</b>	<b>45,5</b>	<b>45,4</b>	<b>83,5</b>	<b>64,6</b>	<b>56,3</b>	<b>60,9</b>	<b>60,0</b>	<b>52,4</b>	<b>61,6</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires et non-titulaires des ministères. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

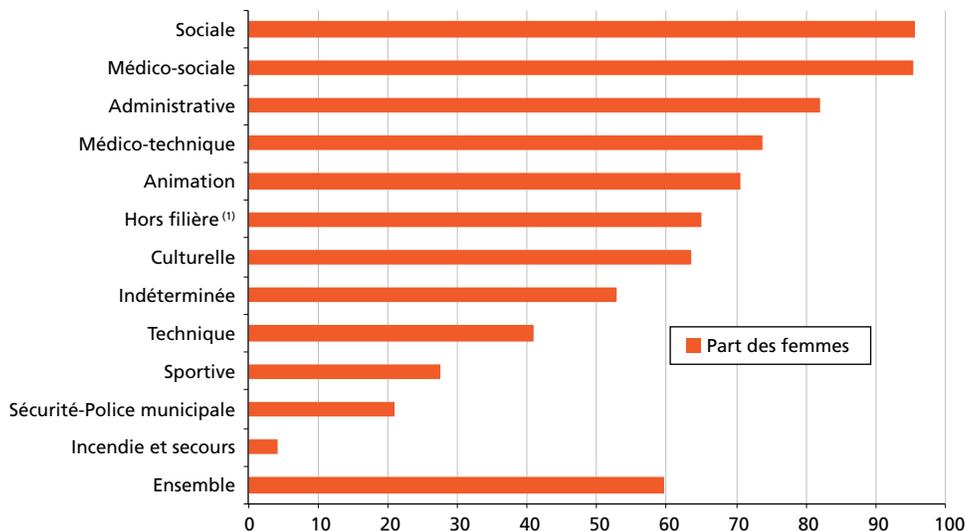
ns : non significatif. En deçà d'un seuil fixé à 50 salariés la part de femmes par statut n'a pas été calculée.

(1) La qualité de la catégorie hiérarchique doit faire l'objet d'améliorations dans la nouvelle source d'information assurant le suivi statistique des agents de la fonction publique, en particulier pour les non-titulaires.

## 2 2.4 Féminisation et égalité professionnelle

**Figure 2.4-3 : Part de femmes par filière d'emploi dans la FPT (\*) au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

[en %]



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

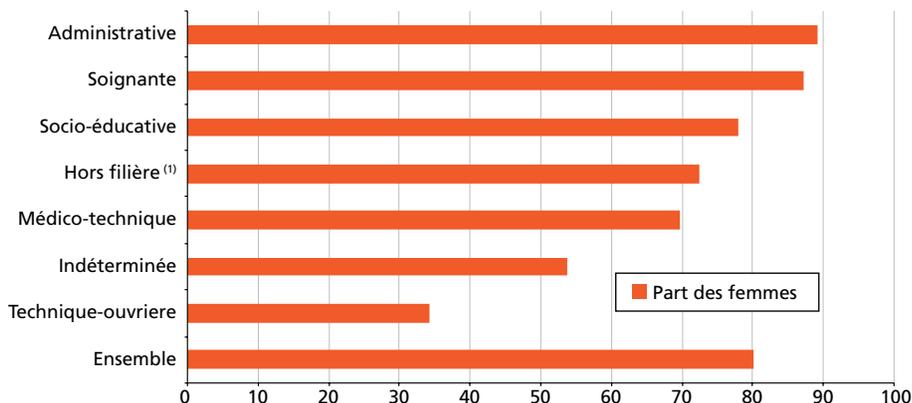
Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

(\*) Hors assistants maternels et familiaux, apprentis, collaborateurs de cabinet et Pacte.

(1) Il s'agit par définition de la NET (Nomenclature des emplois territoriaux) des emplois non classables ailleurs.

**Figure 2.4-4 : Part de femmes par filière d'emploi parmi les personnels non médicaux dans la FPH (\*) au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

[en %]



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts hors médecins. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

(\*) Hors médecins, internes, apprentis et Pacte.

(1) Il s'agit par définition de la NEH (Nomenclature des emplois hospitaliers) des emplois non classables ailleurs, comme par exemple les travailleurs handicapés en C.A.T, les formateurs occasionnels et les apprentis.

**Figure 2.4-5: Effectifs et part des femmes dans l'encadrement supérieur des trois fonctions publiques au 31 décembre 2011**

	Effectif total	Part des femmes (en %)
<b>Corps et emplois d'encadrement et direction de la FPE</b>	<b>9 954</b>	<b>26</b>
<i>Corps et emplois à la décision du gouvernement : décret de 1985 et assimilés</i>	<b>1 155</b>	<b>19</b>
Ambassadeurs	138	17
Préfets	185	10
Secrétaires généraux	33	18
Recteurs d'académie	30	27
Directeurs d'administration centrale	128	24
Cadres dirigeants divers (chefs de services de l'Inspection générale, directeurs des services actifs de la Police nationale ...)	19	0
Administrateurs généraux des finances publiques	622	21
<b>Autres corps et emplois d'encadrement et de direction</b>	<b>8 799</b>	<b>27</b>
Cadres dirigeants relevant du décret 1955	452	28
Cadres dirigeants d'administration centrale (directeurs de projet, experts de haut niveau...)	212	32
Cadres dirigeants des services déconcentrés	840	23
Corps Éna conception et management	2 577	26
Ingénieurs	2 152	27
Commissaires de Police	1 582	25
Administrateurs Insee	493	33
Architectes, urbanistes de l'État	358	40
Divers	133	17
<b>Encadrement supérieur et emplois de direction de la FPT</b>	<b>5 984</b>	<b>35</b>
<b>Emplois de direction</b>	<b>4 881</b>	<b>33</b>
Directeur général des services ou directeur <sup>(1)</sup>	2 486	33
Directeur adjoint général des services ou directeur adjoint <sup>(1)</sup>	1 927	39
Directeur général des services techniques	247	14
Directeur des services techniques	221	11
<b>Administrateurs territoriaux</b>	<b>1 103</b>	<b>41</b>
Administrateur hors classe	327	24
Administrateur	776	48
<b>Emplois de direction de la FPH</b>	<b>4 567</b>	<b>45</b>
<b>Directeur d'hôpital (DH)</b>	<b>3 056</b>	<b>40</b>
DH, Emplois fonctionnels	186	17
DH, Hors classe	2 159	37
DH, Classe normale	711	52
<b>Directeur d'établissement sanitaire, social et médico-social (D3S)</b>	<b>1 511</b>	<b>57</b>
D3S, Hors classe	703	50
D3S, Classe normale	808	64

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ FPE : emplois principaux, titulaires des ministères. métropole + DOM + COM et étranger.

Champ FPT et FPH : emplois principaux, tous statuts. métropole + DOM + Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

Note : Les titulaires A+ d'un corps donné détachés sur un emploi fonctionnel apparaissent ici dans l'emploi de détachement et non pas dans le corps d'origine.

(1) Les effectifs de directeur général des services et ceux de directeur, directeur adjoint des services ou directeur adjoint, peuvent avoir été légèrement surreprésentés. En effet, les mentions des termes «directeur» et «directeur adjoint» sans le qualificatif «général» peuvent conduire à inclure les directeurs de collectivités qui n'occupent pas un emploi fonctionnel (au sens de l'article 53 de la loi du 26 janvier 1984).

**Figure 2.4-6 : Effectifs et part de femmes des titulaires A+ des ministères par type de population au 31 décembre 2011**

	2010		2011	
	Effectifs 2010	Part des femmes (en %)	Effectifs 2011	Part des femmes (en %)
<b>Ensemble des titulaires A+ <sup>(1)</sup>, dont :</b>	<b>45 016</b>	<b>38,7</b>	<b>34 317</b>	<b>39,9</b>
<b>Corps et emploi d'encadrement et direction dont :</b>	<b>9 636</b>	<b>25,2</b>	<b>9 954</b>	<b>25,9</b>
<i>Corps et emplois à la décision du gouvernement : décret de 1985 et assimilés</i>	<i>945</i>	<i>16,4</i>	<i>1 155</i>	<i>19,0</i>
Ambassadeurs	156	14,7	138	16,7
Préfets	179	9,5	185	9,7
Secrétaires généraux	28	14,3	33	18,2
Recteurs d'académie	29	24,1	30	26,7
Directeurs d'administration centrale	131	26,7	128	24,2
Cadres dirigeants divers (chefs de services de l'Inspection générale, directeurs des services actifs de la Police nationale ...)	19	0,0	19	0,0
Administrateurs généraux des finances publiques	403	17,1	622	21,4
<b>Autres corps et emplois d'encadrement et de direction</b>	<b>8 691</b>	<b>26,2</b>	<b>8 799</b>	<b>26,8</b>
Cadres dirigeants relevant du décret 1955	448	29,0	452	28,1
Cadres dirigeants d'administration centrale (directeurs de projet, experts de haut niveau...)	200	32,5	212	31,6
Cadres dirigeants des services déconcentrés	791	22,6	840	23,5
Corps Éna conception et management <sup>(2)</sup>	2 526	24,7	2 577	25,8
Ingénieurs	2 187	26,8	2 152	27,2
Commissaires de Police	1 585	24,7	1 582	24,6
Administrateurs Insee	475	31,4	493	32,7
Architectes, urbanistes de l'État	325	40,0	358	39,9
Divers	154	11,7	133	16,5
<b>Inspection, contrôle et expertise</b>	<b>11 770</b>	<b>52,6</b>	<b>12 418</b>	<b>54,2</b>
Corps Éna de Juridictions administratives et financières (dont Cour des comptes) <sup>(2)</sup>	1 762	33,0	1 859	34,3
Corps et emplois de juridictions judiciaires (dont magistrats des tribunaux, personnels <sup>(3)</sup> des tribunaux de grandes instances, des cours d'appels et de la Cour de cassation)	8 021	59,6	7 932	60,3
Corps et emplois d'inspection et contrôle (dont corps Éna) <sup>(2)</sup>	1 110	26,5	1 755	43,8
Autres corps d'inspections (dont médecins de l'Éducation nationale)	877	60,7	872	61,7
<b>Enseignement supérieur, recherche et assimilés <sup>(4)</sup></b>	<b>23 501</b>	<b>37,3</b>	<b>11 734</b>	<b>37,1</b>
Chercheurs	1 766	36,2	1 514	37,1
Professeurs de l'enseignement supérieur	6 699	23,5	3 073	24,6
Maîtres de conférence	13 639	44,0	5 728	43,4
Inspecteurs de l'enseignement	1 272	39,2	1 288	39,0
Conservateurs généraux du patrimoine	125	41,6	131	40,5

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux des ministères (hors Épa), titulaires. métropole + DOM + COM et étranger.

(1) Dont 109 agents en 2010 et 211 agents en 2011 sans grille indiciaires de référence dont l'indice majoré de rémunération atteint la HEB.

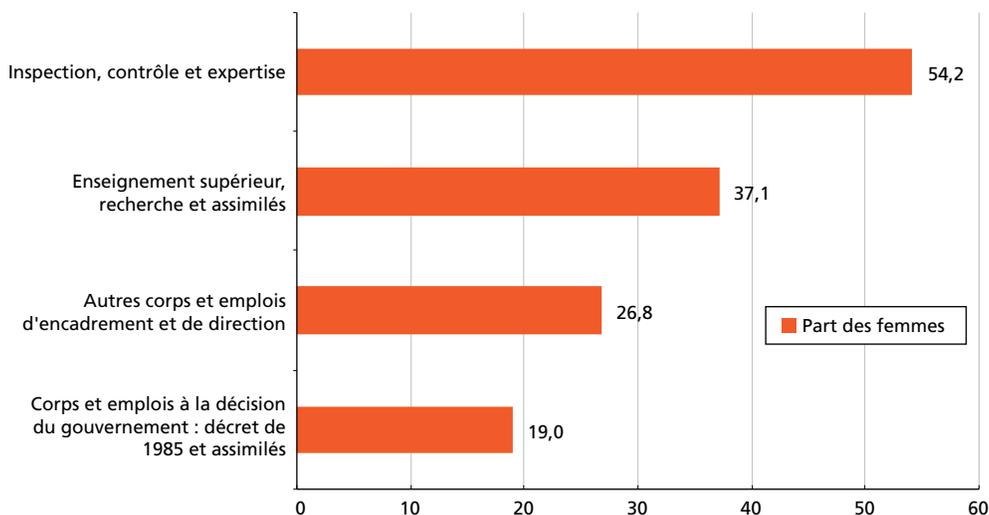
(2) Les inspecteurs généraux des Affaires sociales et les inspecteurs généraux des Finances qui sont également des corps de débouché de l'Éna, sont classés parmi les titulaires relevant des corps d'inspection et de contrôle.

(3) Comprend les Présidents des tribunaux de grandes instances, des cours d'appels et de la Cour de cassation.

(4) Dans le cadre de la loi LRU et du passage à l'autonomie des universités qui en découle, des personnels ont été transférés du ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche vers les Épa (universités).

**Figure 2.4-7 : Part des femmes titulaires A+ des ministères par type de population au 31 décembre 2011**

[en %]



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux des ministères (hors Épa), titulaires. métropole + DOM + COM et étranger.

Note : Les titulaires A+ d'un corps donné détachés sur un emploi fonctionnel apparaissent ici dans l'emploi de détachement et non pas dans le corps d'origine.

**Figure 2.4-8 : Effectifs physiques et part des femmes au Conseil commun et dans les trois conseils supérieurs de la fonction publique en 2013**

	Ensemble	dont femmes	Part des femmes (en %)
<b>Conseil commun de la fonction publique (plénière) <sup>(1)</sup></b>			
Représentants des employeurs			
Titulaires	15	4	26,7
Suppléants	30	8	26,7
<b>Ensemble</b>	<b>45</b>	<b>12</b>	<b>26,7</b>
Représentants du personnel			
Titulaires	32	11	34,4
Suppléants	64	24	37,5
<b>Ensemble</b>	<b>96</b>	<b>35</b>	<b>36,5</b>
<b>Conseil supérieur de la fonction publique de l'État <sup>(2)</sup></b>			
Représentants du personnel			
Titulaires	21	10	47,6
Suppléants	42	14	33,3
<b>Ensemble</b>	<b>63</b>	<b>24</b>	<b>38,1</b>
<b>Conseil supérieur de la fonction publique territoriale <sup>(3)</sup></b>			
Représentants des élus locaux			
Titulaires	20	5	25,0
Suppléants	35	8	22,9
<b>Ensemble</b>	<b>55</b>	<b>13</b>	<b>23,6</b>
Représentants du personnel			
Titulaires	20	6	30,0
Suppléants	40	16	40,0
<b>Ensemble</b>	<b>60</b>	<b>22</b>	<b>36,7</b>
<b>Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière <sup>(4)</sup></b>			
Représentants des employeurs			
Titulaires	10	1	10,0
Suppléants	18	5	27,8
<b>Ensemble</b>	<b>28</b>	<b>6</b>	<b>21,4</b>
Représentants du personnel			
Titulaires	23	9	39,1
Suppléants	46	19	41,3
<b>Ensemble</b>	<b>69</b>	<b>28</b>	<b>40,6</b>

Sources : DGAFP ; DGCL ; DGOS.

(1) Décret de référence du 31 janvier 2012 portant nomination au Conseil commun de la fonction publique, avec actualisation des données en mai 2013.

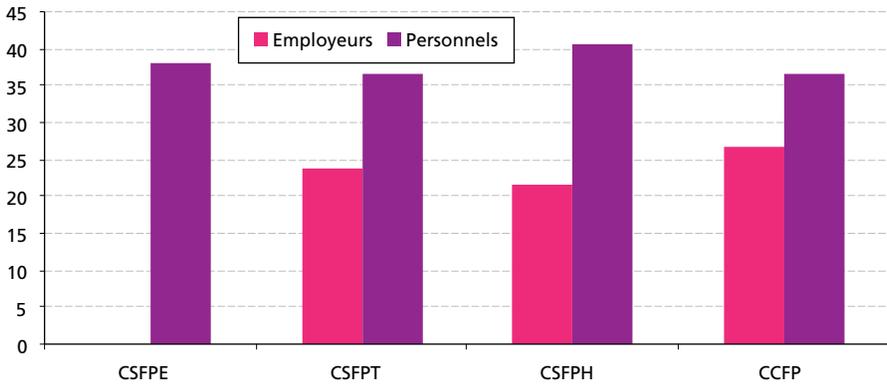
(2) Arrêté de référence du 23 février 2012 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État, avec actualisation des données en mai 2013.

(3) Arrêté de référence du 27 mars 2009 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique territoriale, avec actualisation des données en mai 2013.

(4) Arrêté de référence du 6 juin 2012 fixant la composition du Conseil supérieur de la fonction publique hospitalière, avec actualisation des données en mai 2013.

Figure 2.4-9 : Part des femmes parmi les représentants des employeurs et du personnel au Conseil commun et dans les trois conseils supérieurs de la fonction publique (titulaires et suppléants) en 2013

[en %]



Sources : DGAFP; DGCL; DGOS.

Figure 2.5-1: Âge moyen par statut (\*) et catégorie hiérarchique dans les trois fonctions publiques au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM) (en années)

	Statut	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Catégorie indéterminée <sup>(1)</sup>	Total
FPE	Titulaires	43,3	43,9	46,1	44,7	43,9
	Non-titulaires	38,0	35,5	40,1	38,5	37,8
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	44,1	41,7	47,5	37,5	44,6
	<b>Total agents civils</b>	<b>42,9</b>	<b>41,7</b>	<b>44,9</b>	<b>39,5</b>	<b>42,9</b>
	Militaires et militaires volontaires	39,6	37,2	26,6	19,8	33,9
	<b>Total</b>	<b>42,8</b>	<b>40,4</b>	<b>40,8</b>	<b>39,4</b>	<b>41,7</b>
FPT	Titulaires <sup>(3)</sup>	46,9	45,0	44,7	47,8	45,0
	Non-titulaires	41,1	36,2	38,7	40,2	38,7
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	36,3	20,8	46,7	19,9	46,2
	<b>Total</b>	<b>45,3</b>	<b>43,0</b>	<b>43,8</b>	<b>42,6</b>	<b>43,8</b>
FPH	Titulaires	38,9	44,1	43,3	49,5	42,5
	Non-titulaires	33,9	34,7	35,0	39,7	34,8
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	41,8	22,9	45,6	-	41,9
	<b>Total</b>	<b>39,4</b>	<b>42,8</b>	<b>41,4</b>	<b>44,9</b>	<b>41,1</b>
FPE+FPT+FPH	Titulaires <sup>(3)</sup>	43,0	44,3	44,6	46,8	44,0
	Non-titulaires	38,0	35,6	37,9	39,2	37,5
	Autres catégories et statuts <sup>(2)</sup>	43,1	41,3	46,9	32,1	44,0
	<b>Total agents civils</b>	<b>42,5</b>	<b>42,3</b>	<b>43,4</b>	<b>41,1</b>	<b>42,8</b>
	Militaires et militaires volontaires <sup>(3)</sup>	39,6	37,2	26,6	19,8	33,9
	<b>Total</b>	<b>42,4</b>	<b>41,5</b>	<b>42,6</b>	<b>41,0</b>	<b>42,3</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

Note de lecture : dans la FPH, les agents titulaires de catégorie A ont en moyenne 38,9 ans.

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) La qualité de la catégorie hiérarchique doit faire l'objet d'améliorations dans la nouvelle source d'information assurant le suivi statistique des agents de la fonction publique, en particulier pour les non-titulaires.

(2) La catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(3) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT les militaires (2 300 sapeurs pompiers de Marseille) sont regroupés avec les titulaires.

**Figure 2.5-2 : Part des agents de moins de 30 ans et part de ceux de 50 ans ou plus dans la FPE par statut (\*) et par sexe, au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

		Part des moins de 30 ans (en %)			Part des 50 ans et plus (en %)		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Ministères	Titulaires	7,3	9,3	8,5	33,3	31,7	32,4
	Non-titulaires	36,2	27,2	31,0	25,4	21,2	23,0
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	5,3	9,4	7,8	41,8	32,5	36,1
	<b>Total agents civils</b>	<b>9,1</b>	<b>10,4</b>	<b>9,9</b>	<b>33,6</b>	<b>31,2</b>	<b>32,1</b>
	Militaires et militaires volontaires	37,4	48,3	39,0	8,4	2,8	7,6
	<b>Total ministères</b>	<b>17,4</b>	<b>12,1</b>	<b>14,6</b>	<b>26,2</b>	<b>29,9</b>	<b>28,2</b>
Épa	Titulaires	5,4	5,6	5,5	40,0	38,0	39,0
	Non-titulaires	38,6	30,4	33,6	18,4	19,6	19,1
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	26,3	36,9	29,9	38,1	31,2	35,7
	<b>Total agents civils</b>	<b>21,9</b>	<b>20,9</b>	<b>21,3</b>	<b>29,4</b>	<b>26,7</b>	<b>27,9</b>
	Militaires et militaires volontaires	16,9	4,7	8,9	44,1	48,2	46,8
	<b>Total Épa</b>	<b>21,8</b>	<b>20,8</b>	<b>21,3</b>	<b>29,4</b>	<b>26,8</b>	<b>28,0</b>
FPE	Titulaires	7,0	9,0	8,2	34,3	32,4	33,2
	Non-titulaires	37,8	29,5	32,8	20,7	20,1	20,3
	Autres catégories et statuts <sup>(1)</sup>	5,8	9,6	8,1	41,7	32,5	36,1
	<b>Total agents civils</b>	<b>12,0</b>	<b>12,5</b>	<b>12,3</b>	<b>32,7</b>	<b>30,3</b>	<b>31,3</b>
	Militaires et militaires volontaires	37,4	47,5	38,9	8,5	3,6	7,8
	<b>Total FPE</b>	<b>18,2</b>	<b>13,7</b>	<b>15,8</b>	<b>26,8</b>	<b>29,3</b>	<b>28,2</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) La catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

Note de lecture : 7,3 % des hommes titulaires des ministères ont moins de 30 ans.

# Thème - Agents de la fonction publique : principales caractéristiques

## 2 2.5 Âges

Figure 2.5-3 : Âge moyen, part des moins de 30 ans et part des 50 et plus pour les agents des trois fonctions publiques par sexe et nature de l'employeur au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

		Âge moyen (en années)			Part des moins de 30 ans (en %)			Part des 50 ans et plus (en %)		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
FPE	Ministères	41,0	42,6	41,9	17,4	12,1	14,6	26,2	29,9	28,2
	Épa	41,4	40,9	41,1	21,8	20,8	21,3	29,4	26,8	28,0
	<b>Total FPE</b>	<b>41,1</b>	<b>42,3</b>	<b>41,7</b>	<b>18,2</b>	<b>13,7</b>	<b>15,8</b>	<b>26,8</b>	<b>29,3</b>	<b>28,2</b>
FPT	Communes	43,8	43,8	43,8	11,6	11,7	11,7	34,7	33,8	34,1
	Départements	45,5	45,7	45,6	6,6	7,5	7,2	38,8	40,0	39,6
	Régions	45,7	45,7	45,7	5,8	5,6	5,7	37,2	36,5	36,8
	Épa	41,8	42,3	42,1	14,1	14,5	14,3	27,2	29,1	28,3
	<b>Total FPT</b>	<b>43,6</b>	<b>43,9</b>	<b>43,8</b>	<b>11,3</b>	<b>11,3</b>	<b>11,3</b>	<b>33,4</b>	<b>33,9</b>	<b>33,7</b>
FPH	Hôpitaux	43,1	40,5	41,1	15,6	20,7	19,5	34,3	25,7	27,7
	EHPA	43,5	40,9	41,3	13,4	19,2	18,4	32,9	25,3	26,3
	Autres établissements médico-sociaux	42,6	41,5	41,9	13,8	17,3	16,1	30,3	27,7	28,6
	<b>Total FPH</b>	<b>43,1</b>	<b>40,6</b>	<b>41,1</b>	<b>15,4</b>	<b>20,5</b>	<b>19,3</b>	<b>34,0</b>	<b>25,8</b>	<b>27,6</b>
<b>Total 3 FP</b>		<b>42,2</b>	<b>42,4</b>	<b>42,3</b>	<b>15,5</b>	<b>14,7</b>	<b>15,0</b>	<b>29,9</b>	<b>29,9</b>	<b>29,9</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

Note de lecture : 15,6 % des hommes travaillant dans les hôpitaux relevant de la FPH ont moins de 30 ans.

**Figure 2.5-4 : Part de titulaires de moins de 30 ans et part des 50 ans et plus par catégorie hiérarchique et par sexe dans les trois fonctions publiques au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

		Part des moins de 30 ans (en %)			Part des 50 ans et plus (en %)		
		Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
FPE	Catégorie A	6,2	10,6	8,9	37,6	26,5	30,8
	Catégorie B	8,3	6,6	7,5	27,2	41,0	33,8
	Catégorie C	7,8	4,8	5,8	33,0	46,6	41,8
	Catégorie Indéterminée <sup>(1)</sup>	9,5	9,5	9,5	36,9	32,0	34,0
	<b>Total</b>	<b>7,0</b>	<b>9,0</b>	<b>8,2</b>	<b>34,3</b>	<b>32,4</b>	<b>33,2</b>
FPT	Catégorie A	2,5	3,9	3,4	47,9	43,3	45,0
	Catégorie B	3,3	5,5	4,7	39,7	33,4	35,6
	Catégorie C	8,2	6,6	7,3	33,6	35,7	34,8
	Catégorie Indéterminée <sup>(1)</sup>	2,6	4,9	4,1	52,5	44,4	47,3
	<b>Total</b>	<b>7,1</b>	<b>6,2</b>	<b>6,6</b>	<b>35,5</b>	<b>36,1</b>	<b>35,9</b>
FPH	Catégorie A	14,1	24,5	22,9	31,5	18,2	20,3
	Catégorie B	8,3	9,9	9,7	40,9	35,6	36,5
	Catégorie C	7,8	11,1	10,4	35,5	29,6	30,9
	Catégorie Indéterminée <sup>(1)</sup>	4,7	3,8	4,2	61,7	57,0	59,0
	<b>Total</b>	<b>9,0</b>	<b>14,0</b>	<b>13,0</b>	<b>35,9</b>	<b>28,5</b>	<b>30,0</b>
FPE+FPT+FPH	Catégorie A	6,4	12,6	10,4	38,3	26,4	30,6
	Catégorie B	7,0	7,6	7,4	32,2	36,8	35,1
	Catégorie C	8,0	7,7	7,8	33,8	35,5	34,8
	Catégorie Indéterminée <sup>(1)</sup>	5,2	6,4	6,0	47,0	40,5	43,0
	<b>Total</b>	<b>7,3</b>	<b>9,4</b>	<b>8,6</b>	<b>35,0</b>	<b>32,6</b>	<b>33,5</b>

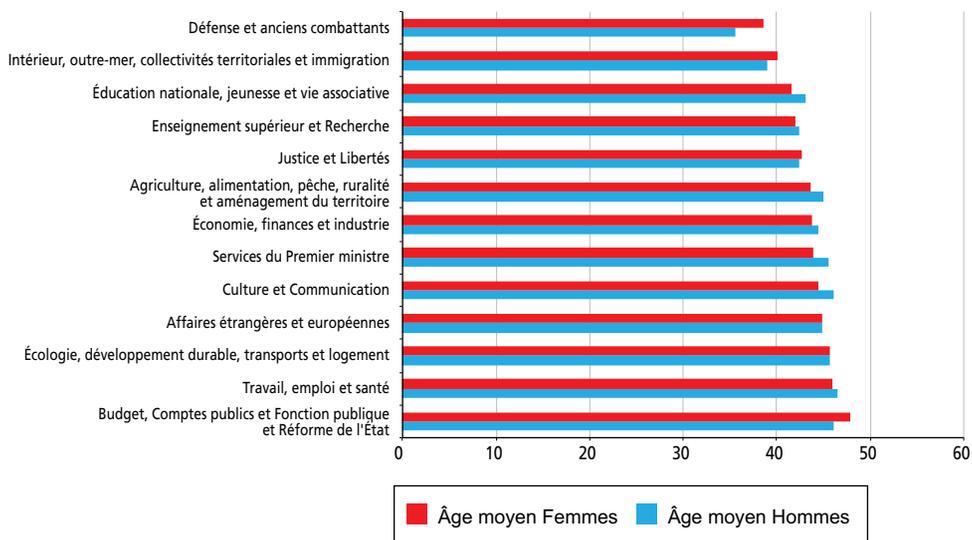
Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger).

(1) La qualité de la catégorie hiérarchique doit faire l'objet d'améliorations dans la nouvelle source d'information assurant le suivi statistique des agents de la fonction publique.

Note de lecture : 31,5 % des hommes titulaires de catégorie A dans la FPH ont plus de 50 ans.

Figure 2.5-5: Âge moyen des agents par ministère (par ordre croissant <sup>(1)</sup>) et par sexe au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)



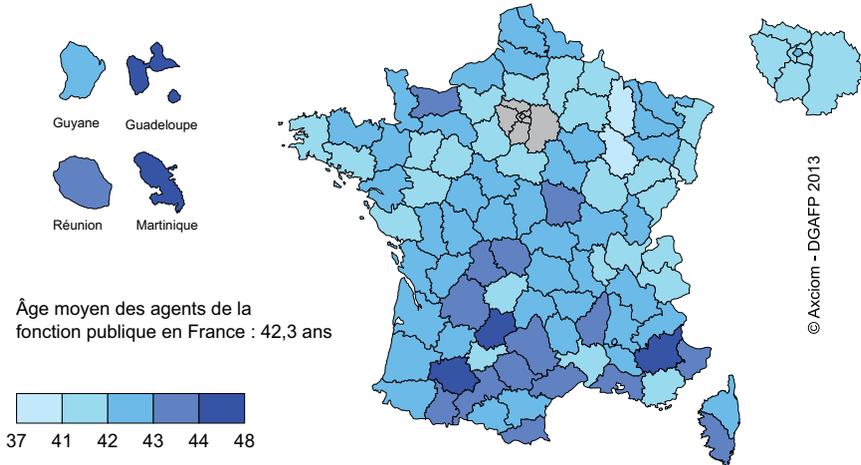
Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole et DOM (hors COM et étranger). Agents des ministères et des Épa.

(1) Par ordre croissant selon l'âge moyen des femmes.

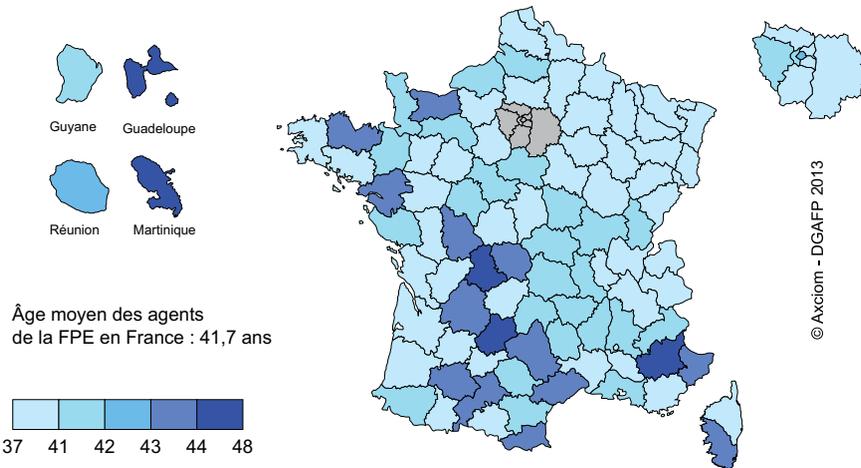
Note : L'appellation des ministères renvoie à la nomenclature d'exécution de la loi de finances initiale de l'année. Les effectifs du budget annexe des publications officielles et de l'information administrative sont décomptés avec ceux des Services du Premier ministre. Les effectifs du budget annexe de contrôle et exploitation aériens sont décomptés avec ceux du ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire.

Figure 2.5-6 : Âge moyen des agents dans les trois fonctions publiques par département au 31 décembre 2011



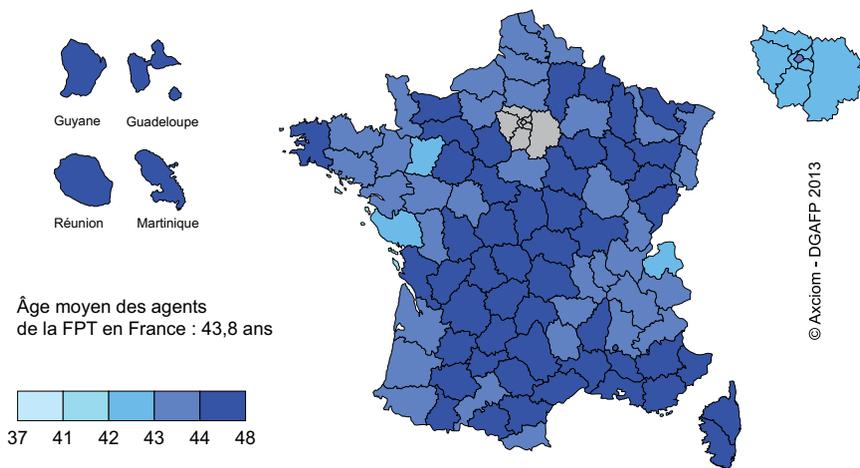
Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.  
Champ : emplois principaux. FPE + FPT + FPH.

Figure 2.5-7 : Âge moyen des agents de la fonction publique de l'État par département au 31 décembre 2011



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.  
Champ : emplois principaux. FPE.

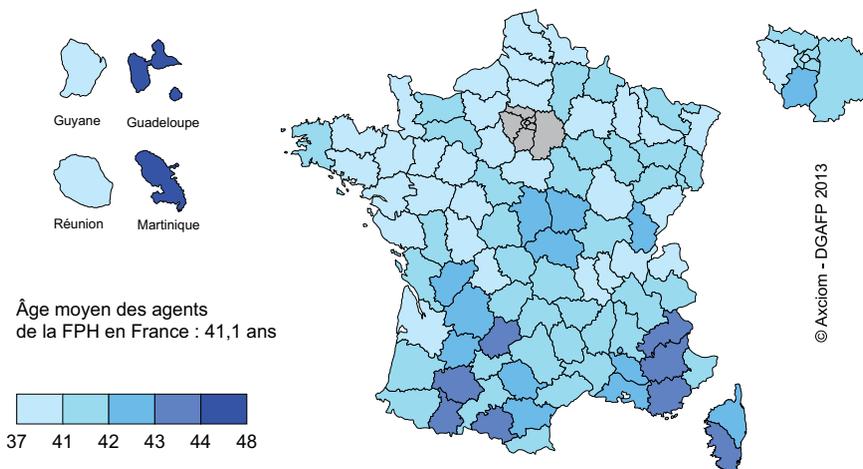
**Figure 2.5-8 : Âge moyen des agents de la fonction publique territoriale par département au 31 décembre 2011**



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux. FPT.

**Figure 2.5-9 : Âge moyen des agents de la fonction publique hospitalière par département au 31 décembre 2011**



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux. FPH.

La loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées impose aux employeurs publics d'au moins vingt salariés d'employer des travailleurs handicapés dans la proportion de 6 % de l'effectif total de leurs salariés et d'effectuer une déclaration au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP). Si le taux de 6 % n'est pas atteint, ils doivent verser au FIPHFP une contribution annuelle proportionnelle à l'écart constaté entre le nombre de personnes handicapées rémunérées et l'obligation légale d'emploi.

**Le FIPHFP couvre les trois fonctions publiques (État, territoriale et hospitalière), mais également d'autres employeurs publics: La Poste jusqu'au 31 décembre 2011, les organismes consulaires (chambres d'agriculture, des métiers, de commerce et d'industrie) et les caisses nationales de Sécurité sociale (Acoss, CNAF, Cnamts, Cnavts).** Il a une double vocation : favoriser, grâce

à une politique incitative, le recrutement des personnes en situation de handicap ; aider à leur maintien dans l'emploi. Il met notamment à la disposition des employeurs publics des financements, ainsi que des ressources d'expertise et de conseil.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2011, les employeurs assujettis (champ FIPHFP) et ayant rempli leur déclaration comptaient 186 320 travailleurs handicapés dans leurs effectifs : 33 % étaient affectés dans la fonction publique de l'État, 41 % dans la fonction publique territoriale, 25 % dans la fonction publique hospitalière et 1 % hors champ de la fonction publique (organismes consulaires, La Poste et caisses de sécurité sociale).

Au total, le taux d'emploi légal (direct et indirect) s'établissait à 4,39 % (champ FIPHFP) et à 4,41 % sur le champ 3 FP *stricto sensu* : 3,34 % dans la fonction publique de l'État *stricto sensu* (soit 5,36 % hors Éducation nationale) ; 5,32 % dans la fonction publique territoriale ; 5,10 % dans la fonction publique hospitalière ; 3,02 % hors fonction publique.

## Définitions et méthodes

**Taux d'emploi :** l'article L. 323-2 du code du travail impose à l'ensemble des employeurs publics de plus de vingt salariés, une obligation d'emploi égale à 6 % de l'effectif total de leurs agents. Le taux d'emploi légal, défini par l'article L. 323-4-1 du code du travail, correspond au taux d'emploi direct (recrutement de travailleurs handicapés), défini lui-même par l'article L. 323-4-1 du code du travail, et indirect (dépenses déductibles des articles L. 323-8 et L. 323-8-6-1 du même code). Le taux d'emploi direct est le rapport entre le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi et l'effectif total rémunéré. Le taux d'emploi légal est calculé en ajoutant le nombre d'équivalents bénéficiaires (dépenses déductibles) aux bénéficiaires (taux d'emploi direct et indirect).

**Bénéficiaires :** agents handicapés dont les différentes catégories (CDAPH, accidentés du travail, emplois réservés, etc.) sont définies par l'article L.323-2 et L. 323-5 du code du travail qui fixe une obligation minimale d'emploi des travailleurs handicapés égale à 6 % de l'effectif total du ministère ou de l'établissement.

**Handicapés CDAPH :** agents reconnus travailleurs handicapés par les commissions des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH). Ils sont recrutés sur contrat donnant vocation à titularisation, par concours externe de droit commun ou sur contrat de droit commun.

**Accidentés du travail :** agents victimes d'accidents du travail ayant entraîné une incapacité permanente d'au moins 10 % ou atteints d'une maladie professionnelle. Les fonctionnaires perçoivent une allocation temporaire d'invalidité (ATI) et les non-titulaires une rente du régime général. Les agents frappés d'une incapacité d'au moins 2/3,

bénéficiaires d'une pension d'invalidité ou d'une allocation d'invalidité temporaire, sont aussi comptabilisés dans cette rubrique, bien que leur invalidité n'ait pas été causée par un accident du travail ou une maladie professionnelle.

**Emplois réservés :** ce sont les anciens militaires titulaires d'une pension militaire d'invalidité (ou assimilés : veuves de guerre, orphelins de guerre) et les anciens militaires non titulaires d'une pension d'invalidité.

**Agents reclassés ou assimilés :** agents reclassés dans un autre corps ou un autre grade (dispositions de l'article 63 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 et de son décret d'application du 30 novembre 1984).

**Agents titulaires d'une AAH (allocation aux adultes handicapés) :** depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Agents titulaires d'une carte d'invalidité :** depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**Travailleurs sur emplois particuliers :** cette catégorie comprend les stagiaires, les apprentis, les bénéficiaires du contrat emploi consolidé (CEC), du contrat emploi solidarité (CES), du contrat d'accompagnement dans l'emploi, les bénéficiaires des emplois jeunes et les emplois de droit privé « Berkani ».

**Équivalents bénéficiaires :** sont pris en compte dans cette catégorie la conclusion de contrats et de marchés avec les entreprises adaptées et les établissements d'aide par le travail, l'insertion et le maintien dans l'emploi de personnes lourdement handicapées, ainsi que les dépenses réalisées par l'employeur en vue de faciliter l'insertion professionnelle des personnes handicapées.

**Figure 2.6-1: Répartition des personnes dont le handicap ou la perte d'autonomie a fait l'objet d'une reconnaissance administrative selon leur situation d'emploi en 2011**

[en %]

Sans emploi	62
En emploi	38
Dont :	
<i>Fonction publique de l'État</i>	3
<i>Fonction publique territoriale</i>	4
<i>Fonction publique hospitalière</i>	2
<i>Ensemble 3 FP</i>	8
<i>Secteur privé</i>	26
<i>Non salarié</i>	2
<i>Non renseigné</i>	2
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>

Source : Module ad-hoc «Insertion professionnelle des personnes en situation de handicap», enquête emploi 2011, Insee.

Champ : Individus résidant en France métropolitaine, en ménage ordinaire, âgés de 15 à 64 ans et dont le handicap ou la perte d'autonomie a fait l'objet d'une reconnaissance administrative.

Lecture : 3 % des individus âgés de 15 à 64 ans dont le handicap ou la perte d'autonomie a fait l'objet d'une reconnaissance administrative sont en emploi dans la fonction publique de l'État.

**Figure 2.6-2: Répartition des agents dont le handicap ou la perte d'autonomie a fait l'objet d'une reconnaissance administrative selon leur situation d'emploi dans la fonction publique en 2011**

[en %]

Emploi en milieu "protégé" <i>(ESAT, CAT, emploi spécifique au travailleurs handicapés dans la fonction publique)</i>	8
Emploi ordinaire	87
Non renseigné	5
<b>Ensemble</b>	<b>100</b>

Source : Module ad-hoc «Insertion professionnelle des personnes en situation de handicap», enquête emploi 2011, Insee.

Champ : Agents de la fonction publique résidant en France métropolitaine, en ménage ordinaire, âgés de 15 à 64 ans et dont le handicap ou la perte d'autonomie a fait l'objet d'une reconnaissance administrative.

Lecture : 87 % des agents de la fonction publique de 15 à 64 ans dont le handicap ou la perte d'autonomie a fait l'objet d'une reconnaissance administrative occupent un emploi ordinaire.

**Figure 2.6-3 : Bénéficiaires de l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés dans les trois versants de la fonction publique au 1<sup>er</sup> janvier de 2009 à 2011**

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010			Au 1 <sup>er</sup> janvier 2009		
	Bénéficiaires	Taux d'emploi direct (*)	Taux légal d'emploi (**)	Bénéficiaires	Taux d'emploi direct (*)	Taux légal d'emploi (**)	Bénéficiaires	Taux d'emploi direct (*)	Taux légal d'emploi (**)
FPE <sup>(1)</sup>	61 387	3,19 %	3,34 %	55 269	2,83 %	3,02 %	48 890	2,54 %	2,72 %
<i>dont FPE <sup>(1)</sup> hors Éducation</i>	41 658	5,13 %	5,36 %	39 532	4,82 %	5,07 %	36 382	4,65 %	4,91 %
FPT	76 871	5,01 %	5,32 %	71 933	4,77 %	5,10 %	66 869	4,54 %	4,86 %
FPH	46 117	4,85 %	5,10 %	44 513	4,74 %	4,99 %	42 122	4,57 %	4,83 %
<b>Total fonction publique <sup>(2)</sup></b>	<b>184 375</b>	<b>4,18 %</b>	<b>4,41 %</b>	<b>171 715</b>	<b>3,90 %</b>	<b>4,16 %</b>	<b>157 881</b>	<b>3,66 %</b>	<b>3,90 %</b>
Champ FIPHP hors Fonction publique <sup>(3)</sup>	1 945	2,79 %	3,02 %	15 502	4,89 %	5,03 %	17 939	5,08 %	5,29 %
<b>Total FIPHP <sup>(3)</sup></b>	<b>186 320</b>	<b>4,16 %</b>	<b>4,39 %</b>	<b>187 217</b>	<b>3,97 %</b>	<b>4,22 %</b>	<b>175 820</b>	<b>3,75 %</b>	<b>3,99 %</b>

Source : FIPHP, campagne de déclaration 2012.

Champ : Employeurs publics d'au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent.

(\*) Le taux d'emploi direct est le rapport entre le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi et l'effectif total rémunéré.

(\*\*) Le taux d'emploi légal est calculé en ajoutant le nombre d'équivalents bénéficiaires (dépenses déductibles) aux bénéficiaires.

(1) La FPE correspond ici strictement aux ministères et aux Épa en cohérence avec les définitions retenues par ailleurs dans le rapport annuel.

(2) Ne comprend pas La Poste, les chambres consulaires ou les caisses de Sécurité sociale. Sur le champ strict de la fonction publique, le taux légal d'emploi (4,41 % début 2011) est différent de celui observé, en incluant les employeurs assujettis au FIPHP, mais ne relevant pas de la fonction publique qui est publié par le FIPHP (4,39 % début 2011).

(3) Comprend La Poste jusqu'au 31/12/2011, les chambres consulaires, les caisses de Sécurité sociale, etc.

**Figure 2.6-4 : Bénéficiaires de l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés dans les trois versants de la fonction publique aux 1<sup>er</sup> janvier 2010 et 2011**

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011				Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010			
	Effectifs physiques assujettis	Nombre de bénéficiaires	Nombre équivalents bénéficiaires	Taux légal d'emploi (*)	Effectifs physiques assujettis	Nombre de bénéficiaires	Nombre équivalents bénéficiaires	Taux légal d'emploi (*)
Ministères	1 733 441	53 450	1 863	3,19 %	1 761 163	48 114	2 779	2,89 %
Établissements publics	192 931	7 937	1 017	4,64 %	188 444	7 155	915	4,28 %
<b>FPE <sup>(1)</sup></b>	<b>1 926 372</b>	<b>61 387</b>	<b>2 880</b>	<b>3,34 %</b>	<b>1 949 607</b>	<b>55 269</b>	<b>3 694</b>	<b>3,02 %</b>
<i>Dont : FPE <sup>(1)</sup> hors Éducation</i>	812 759	41 658	1 873	5,36 %	819 702	39 532	1 993	5,07 %
Collectivités territoriales	1 184 756	61 169	3 640	5,47 %	1 172 138	57 039	4 008	5,21 %
Épa locaux	350 061	15 702	1 129	4,81 %	336 376	14 894	996	4,72 %
<b>FPT</b>	<b>1 534 817</b>	<b>76 871</b>	<b>4 769</b>	<b>5,32 %</b>	<b>1 508 514</b>	<b>71 933</b>	<b>5 004</b>	<b>5,10 %</b>
Hôpitaux	129 803	5 631	406	4,65 %	129 297	5 595	409	4,64 %
Autres	820 860	40 486	2 001	5,18 %	809 964	38 918	1 952	5,05 %
<b>FPH</b>	<b>950 663</b>	<b>46 117</b>	<b>2 406</b>	<b>5,10 %</b>	<b>939 261</b>	<b>44 513</b>	<b>2 361</b>	<b>4,99 %</b>
<b>Total 3 FP <sup>(2)</sup></b>	<b>4 411 852</b>	<b>184 375</b>	<b>10 055</b>	<b>4,41 %</b>	<b>4 397 382</b>	<b>171 715</b>	<b>11 059</b>	<b>4,16 %</b>

Source : FIPHP, campagne de déclaration 2012.

Champ : Employeurs de la fonction publique d'au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent.

(\*) Le taux d'emploi direct est le rapport entre le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi et l'effectif total rémunéré. Le taux d'emploi légal est calculé en ajoutant le nombre d'équivalents bénéficiaires (dépenses déductibles) aux bénéficiaires.

(1) La FPE correspond ici strictement aux ministères et aux Épa, en cohérence avec les définitions retenues par ailleurs dans le rapport annuel.

(2) Ne comprend pas La Poste, les chambres consulaires ou les caisses de Sécurité sociale. Sur le champ strict de la fonction publique, le taux légal d'emploi (4,41 % début 2011) est différent de celui observé, en incluant les employeurs assujettis au FIPHP, mais ne relevant pas de la fonction publique qui est publié par le FIPHP (4,39 % début 2011).

# Thème - Agents de la fonction publique : principales caractéristiques

2

## 2.6 Travailleurs handicapés

Figure 2.6-5 : Bénéficiaires de l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés dans la FPE aux 1<sup>er</sup> janvier 2010 et 2011

	Au 1 <sup>er</sup> janvier 2011				Au 1 <sup>er</sup> janvier 2010			
	Effectifs physiques assujettis	Nombre de bénéficiaires	Nombre équivalents bénéficiaires	Taux légal d'emploi (*)	Effectifs physiques assujettis	Nombre de bénéficiaires	Nombre équivalents bénéficiaires	Taux légal d'emploi (*)
Affaires étrangères et européennes	7 578	353	227,0	7,65 %	7 640	397	137,1	6,99 %
Alimentation, agriculture et pêche	32 119	1 252	62,8	4,09 %	32 158	1 293	74,7	4,25 %
Ministères économique et financier	157 299	7 894	106,2	5,09 %	159 947	7 623	258,1	4,93 %
Culture et Communication	11 467	469	3,3	4,12 %	11 504	445	2,6	3,89 %
Défense	66 523	4 609	-	6,93 %	69 490	4 299	-	6,19 %
Écologie, Énergie, Développement durable et Mer	68 365	4 350	8,5	6,38 %	70 345	3 846	98,6	5,61 %
<i>Hors Aviation civile</i>	57 097	3 702	-	6,48 %	58 684	3 181	93,0	5,58 %
<i>Aviation civile</i>	11 268	648	8,5	5,83 %	11 661	665	5,6	5,75 %
Ministères de l'enseignement <sup>(1)</sup>	1 113 613	19 729	1 006,9	1,86 %	1 129 905	15 737	1 700,3	1,54 %
Immigration, Intégration, Identité nationale et Développement solidaire	-	-	-	-	-	-	-	-
Intérieur, Outre-mer et Collectivités territoriales	178 140	10 199	379,9	5,94 %	174 809	9 944	433,5	5,94 %
Justice et Libertés	74 093	3 211	38,7	4,39 %	73 427	2 650	38,1	3,66 %
Ministères sociaux	22 740	1 322	22,1	5,91 %	30 471	1 828	33,2	6,11 %
<i>Santé et Sports</i>	11 963	602	22,1	5,22 %	19 484	1 062	33,2	5,62 %
<i>Travail, Relations sociales, Famille, Solidarité et Ville</i>	10 777	720	-	6,68 %	10 987	766	-	6,97 %
Services du Premier ministre	1 504	62	7,5	4,62 %	1 467	52	2,7	3,73 %
<b>Total ministères</b>	<b>1 733 441</b>	<b>53 450</b>	<b>1 862,8</b>	<b>3,19 %</b>	<b>1 761 163</b>	<b>48 114</b>	<b>2 779,0</b>	<b>2,89 %</b>
Caisse des dépôts et consignations	5 411	224	82,3	5,66 %	5 328	189	74,0	4,94 %
Cemagref	-	-	-	-	1 175	28	2,0	2,55 %
CNRS	25 630	1 057	23,7	4,22 %	25 584	959	19,0	3,82 %
INRA	8 790	441	50,8	5,59 %	8 855	389	59,6	5,07 %
Inrets	-	-	-	-	568	9	1,5	1,85 %
Inria	2 623	31	0,6	1,21 %	2 614	31	2,0	1,26 %
Inserm	5 404	209	11,8	4,09 %	5 568	224	12,2	4,24 %
IRD	1 746	21	2,6	1,35 %	1 794	20	0,2	1,13 %
Météo France	3 555	311	-	8,75 %	3 614	308	-	8,52 %
Institut français Sciences et technologies des transports, aménagement et réseaux	1 164	19	4,0	1,98 %	-	-	-	-
INR en Sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture	1 225	28	1,7	2,42 %	-	-	-	-
Pôle emploi	45 766	2 638	182,2	6,16 %	-	-	-	-
Autres établissements publics	91 617	2 958	657,1	3,95 %	133 344	4 998	744,0	4,31 %
<b>Total établissements publics<sup>(1)</sup></b>	<b>192 931</b>	<b>7 937</b>	<b>1 016,9</b>	<b>4,64 %</b>	<b>188 444</b>	<b>7 155</b>	<b>914,6</b>	<b>4,28 %</b>
<b>Total FPE<sup>(1)</sup></b>	<b>1 926 372</b>	<b>61 387</b>	<b>2 879,7</b>	<b>3,34 %</b>	<b>1 949 607</b>	<b>55 269</b>	<b>3 693,5</b>	<b>3,02 %</b>
<i>Total FPE (1) hors Éducation</i>	<i>812 759</i>	<i>41 658</i>	<i>1 872,8</i>	<i>5,36 %</i>	<i>819 702</i>	<i>39 532</i>	<i>1 993,2</i>	<i>5,07 %</i>

Source : FIPHFP, campagne de déclaration 2012.

Champ : Employeurs de la fonction publique d'au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent.

(\*) Le taux d'emploi direct est le rapport entre le nombre de bénéficiaires de l'obligation d'emploi et l'effectif total rémunéré.

Le taux d'emploi légal est calculé en ajoutant le nombre d'équivalents bénéficiaires (dépenses déductibles) aux bénéficiaires.

(1) Ne comprend pas La Poste, les chambres consulaires ou les caisses de Sécurité sociale. Sur le champ strict de la FPE (ministères + Épa), le taux légal d'emploi est différent de celui observé, en incluant les employeurs assujettis au FIPHFP, mais ne relevant pas de la fonction publique qui est publié par le FIPHFP.

**Figure 2.6-6 : Répartition des bénéficiaires de l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés par statut et par sexe dans les trois versants de la fonction publique au 1<sup>er</sup> janvier 2011 (en %)**

	Titulaires			Ouvriers d'État	Non-titulaires	Total	Part de Femmes
	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C				
Total ministères	27,4	22,3	40,9	2,8	6,7	100,0	46,8
Total établissements publics <sup>(2)</sup>	14,7	16,1	17,3	1,3	50,6	100,0	53,9
<b>Total FPE <sup>(1)(2)</sup></b>	<b>25,7</b>	<b>21,5</b>	<b>37,9</b>	<b>2,6</b>	<b>12,3</b>	<b>100,0</b>	<b>47,7</b>
<i>Total FPE <sup>(1)(2)</sup> hors Éducation</i>	<i>9,0</i>	<i>28,0</i>	<i>48,5</i>	<i>3,8</i>	<i>10,7</i>	<i>100,0</i>	<i>40,0</i>
Collectivités territoriales	2,3	6,5	82,4	-	8,7	100,0	49,2
Épa nationaux à recrutement de droit public	2,8	7,2	78,2	-	11,7	100,0	44,9
<b>Total FPT</b>	<b>2,4</b>	<b>6,7</b>	<b>81,6</b>	<b>-</b>	<b>9,3</b>	<b>100,0</b>	<b>48,4</b>
Hôpitaux	6,2	13,3	69,0	-	11,5	100,0	75,6
Autres	6,6	20,0	67,2	-	6,2	100,0	72,5
<b>Total FPH</b>	<b>6,6</b>	<b>19,2</b>	<b>67,4</b>	<b>-</b>	<b>6,8</b>	<b>100,0</b>	<b>72,9</b>
<b>Total 3 FP <sup>(2)</sup></b>	<b>11,3</b>	<b>14,7</b>	<b>63,4</b>	<b>0,9</b>	<b>9,7</b>	<b>100,0</b>	<b>54,2</b>

Source : FIPHFP, campagne de déclaration 2012.

Champ : Employeurs de la fonction publique d'au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent. Les agents sur emplois particuliers ne sont pas inclus ici.

(1) La FPE correspond ici strictement aux ministères et aux Épa, en cohérence avec les définitions retenues par ailleurs dans le rapport annuel.

(2) Ne comprend pas La Poste, les chambres consulaires ou les caisses de Sécurité sociale. Sur le champ strict de la fonction publique, le taux légal d'emploi (4,41 % début 2011) est différent de celui observé, en incluant les employeurs assujettis au FIPHFP, mais ne relevant pas de la fonction publique qui est publié par le FIPHFP (4,39 % début 2011).

**Figure 2.6-7 : Bénéficiaires de l'obligation d'emploi en faveur des travailleurs handicapés occupant un emploi particulier <sup>(1)</sup> par sexe**

	Hommes	Femmes	Ensemble
FPE <sup>(2)(3)</sup>	37	126	163
<i>dont FPE <sup>(2)(3)</sup> hors Éducation</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
FPT	401	430	831
FPH	262	448	710
<b>Total 3 FP <sup>(3)</sup></b>	<b>700</b>	<b>1 004</b>	<b>1 704</b>

Source : FIPHFP, campagne de déclaration 2012.

Champ : Employeurs de la fonction publique d'au moins 20 agents à temps plein ou leur équivalent.

(1) Stagiaires handicapés accueillis pour des stages pratiques dans le cadre de formations diplômantes ou de conventions conclues avec des structures de travail protégé, apprentis, CES, CEC, CAE, CA, emplois jeunes, emplois Berkani de droit privé.

(2) La FPE correspond ici strictement aux ministères et aux Épa, en cohérence avec les définitions retenues par ailleurs dans le rapport annuel.

(3) Ne comprend pas La Poste, les chambres consulaires ou les caisses de Sécurité sociale. Sur le champ strict de la fonction publique, le taux légal d'emploi (4,41 % début 2011) est différent de celui observé, en incluant les employeurs assujettis au FIPHFP, mais ne relevant pas de la fonction publique qui est publié par le FIPHFP (4,39 % début 2011).

# Thème - Agents de la fonction publique : principales caractéristiques

2

## 2.7 Temps partiel

Figure 2.7-1: Effectifs physiques des agents civils des trois fonctions publiques par statut (\*), sexe et quotité de temps de travail au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

	Total effectifs	Quotité indéterminée	50 %	60 %	70 %	80 %	90 %	Effectifs à temps partiel	Effectifs à temps complet	Part des agents à temps partiel (en %)	CPA
<b>FPE Titulaires</b>	<b>1 551 763</b>	<b>4 109</b>	<b>23 760</b>	<b>8 168</b>	<b>10 751</b>	<b>96 224</b>	<b>40 377</b>	<b>183 389</b>	<b>1 365 218</b>	<b>11,8</b>	<b>3 156</b>
Femmes	919 579	2 301	20 662	7 158	9 151	87 400	35 405	162 077	755 305	17,6	2 197
Hommes	632 184	1 808	3 098	1 010	1 600	8 824	4 972	21 312	609 913	3,4	959
<b>dont titulaires enseignants</b>	<b>774 318</b>	<b>1 218</b>	<b>17 541</b>	<b>4 559</b>	<b>7 198</b>	<b>23 759</b>	<b>26 569</b>	<b>80 844</b>	<b>691 651</b>	<b>10,4</b>	<b>1 823</b>
Femmes	508 936	745	15 650	4 029	6 094	21 904	23 042	71 464	436 309	14,0	1 163
Hommes	265 382	473	1 891	530	1 104	1 855	3 527	9 380	255 342	3,5	660
<b>Non-titulaires<sup>(1)</sup></b>	<b>347 920</b>	<b>24 184</b>	<b>39 482</b>	<b>12 311</b>	<b>15 941</b>	<b>27 976</b>	<b>5 878</b>	<b>125 772</b>	<b>222 125</b>	<b>36,2</b>	<b>23</b>
Femmes	208 159	13 525	27 993	8 650	10 627	22 822	4 798	88 415	119 731	42,5	13
Hommes	139 761	10 659	11 489	3 661	5 314	5 154	1 080	37 357	102 394	26,7	10
<b>Autres catégories et statuts<sup>(2)</sup></b>	<b>180 697</b>	<b>3 133</b>	<b>7 362</b>	<b>2 975</b>	<b>4 299</b>	<b>5 492</b>	<b>5 810</b>	<b>29 071</b>	<b>151 227</b>	<b>16,1</b>	<b>399</b>
Femmes	110 593	1 904	6 260	2 265	3 431	4 582	4 719	23 161	87 193	20,9	239
Hommes	70 104	1 229	1 102	710	868	910	1 091	5 910	64 034	8,4	160
<b>FPT Titulaires<sup>(3)</sup></b>	<b>1 410 016</b>	<b>21 879</b>	<b>31 690</b>	<b>28 154</b>	<b>26 813</b>	<b>93 461</b>	<b>29 872</b>	<b>231 869</b>	<b>1 178 147</b>	<b>16,4</b>	<b>ns</b>
Femmes	813 951	17 039	25 412	22 532	21 763	85 449	28 123	200 318	613 633	24,6	ns
Hommes	596 065	4 840	6 278	5 622	5 050	8 012	1 749	31 551	564 514	5,3	ns
<b>Non-titulaires</b>	<b>359 836</b>	<b>67 636</b>	<b>30 431</b>	<b>22 969</b>	<b>20 754</b>	<b>16 477</b>	<b>3 174</b>	<b>161 441</b>	<b>198 395</b>	<b>44,9</b>	<b>ns</b>
Femmes	242 090	49 515	23 839	18 175	16 728	13 754	2 701	124 712	117 378	51,5	ns
Hommes	117 746	18 121	6 592	4 794	4 026	2 723	473	36 729	81 017	31,2	ns
<b>Autres catégories et statuts<sup>(2)</sup></b>	<b>60 811</b>	<b>6 631</b>	<b>4 236</b>	<b>6 618</b>	<b>5 428</b>	<b>2 233</b>	<b>23</b>	<b>25 169</b>	<b>35 642</b>	<b>41,4</b>	<b>ns</b>
Femmes	53 298	4 941	3 113	5 535	4 820	2 050	13	20 472	32 826	38,4	ns
Hommes	7 513	1 690	1 123	1 083	608	183	10	4 697	2 816	62,5	ns
<b>FPH Titulaires</b>	<b>824 797</b>	<b>12 801</b>	<b>21 016</b>	<b>7 147</b>	<b>5 662</b>	<b>116 414</b>	<b>12 203</b>	<b>175 243</b>	<b>649 554</b>	<b>21,3</b>	<b>ns</b>
Femmes	664 961	10 694	19 683	6 420	5 024	112 290	11 730	165 841	499 120	24,9	ns
Hommes	159 836	2 107	1 333	727	638	4 124	473	9 402	150 434	5,9	ns
<b>Non-titulaires</b>	<b>193 793</b>	<b>12 903</b>	<b>14 598</b>	<b>3 490</b>	<b>3 201</b>	<b>12 704</b>	<b>1 667</b>	<b>48 563</b>	<b>145 230</b>	<b>25,1</b>	<b>ns</b>
Femmes	152 194	8 856	11 949	2 954	2 737	11 804	1 515	39 815	112 379	26,2	ns
Hommes	41 599	4 047	2 649	536	464	900	152	8 748	32 851	21,0	ns
<b>Autres catégories et statuts<sup>(2)</sup></b>	<b>110 848</b>	<b>14 517</b>	<b>2 942</b>	<b>3 742</b>	<b>2 558</b>	<b>3 217</b>	<b>353</b>	<b>27 329</b>	<b>83 519</b>	<b>24,7</b>	<b>ns</b>
Femmes	56 300	6 032	1 508	2 025	1 435	2 319	231	13 550	42 750	24,1	ns
Hommes	54 548	8 485	1 434	1 717	1 123	898	122	13 779	40 769	25,3	ns
<b>3 FP Ensemble</b>	<b>5 040 481</b>	<b>167 793</b>	<b>175 517</b>	<b>95 574</b>	<b>95 407</b>	<b>374 198</b>	<b>99 357</b>	<b>1 007 846</b>	<b>4 029 057</b>	<b>20,0</b>	<b>3 578</b>
Femmes	3 221 125	114 807	140 419	75 714	75 716	342 470	89 235	838 361	2 380 315	26,0	2 449
Hommes	1 819 356	52 986	35 098	19 860	19 691	31 728	10 122	169 485	1 648 742	9,3	1 129
<b>dont titulaires</b>	<b>3 786 576</b>	<b>38 789</b>	<b>76 466</b>	<b>43 469</b>	<b>43 226</b>	<b>306 099</b>	<b>82 452</b>	<b>590 501</b>	<b>3 192 919</b>	<b>15,6</b>	<b>3 156</b>
Femmes	2 398 491	30 034	65 757	36 110	35 938	285 139	75 258	528 236	1 868 058	22,0	2 197
Hommes	1 388 085	8 755	10 709	7 359	7 288	20 960	7 194	62 265	1 324 861	4,5	959

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emploi principaux, tous statuts. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

(\*) Les définitions des statuts ont été harmonisées dans les trois versants de la fonction publique (Dossier «Diversité des statuts et des situations d'emploi dans la fonction publique» du présent Rapport annuel).

(1) Pour les non-titulaires, il peut s'agir de temps partiel non choisis.

(2) La catégorie «autres catégories et statuts» recouvre principalement des enseignants des établissements privés sous contrat et des ouvriers d'État dans la FPE, des assistants maternels et familiaux dans la FPT, des médecins dans la FPH et des apprentis dans les trois versants.

(3) Pour respecter le secret statistique, dans la FPT les militaires (2 300 sapeurs pompiers de Marseille) sont regroupés avec les titulaires.

CPA : cessation progressive d'activité. Le dispositif est en voie d'extinction.

ns : non significatif.

**Figure 2.7-2 : Effectifs physiques des titulaires de la FPE à temps partiel et en cessation progressive d'activité par sexe et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

	Total titulaires	Titulaires à temps partiel	Part de titulaires à temps partiel (en %)	Titulaires en CPA	Part de CPA parmi les titulaires de 57 ans et + (en %)
<b>Femmes</b>					
Catégorie A	606 562	85 268	14,1	1 288	1,9
Catégorie B	144 952	34 634	23,9	438	1,6
Catégorie C	163 621	41 273	25,2	471	1,4
Catégorie indéterminée	4 444	902	20,3	-	0,0
<b>Total</b>	<b>919 579</b>	<b>162 077</b>	<b>17,6</b>	<b>2 197</b>	<b>1,7</b>
<b>Hommes</b>					
Catégorie A	380 819	12 250	3,2	773	1,1
Catégorie B	158 733	4 512	2,8	123	0,8
Catégorie C	89 595	4 054	4,5	63	0,5
Catégorie indéterminée	3 037	496	16,3	-	0,0
<b>Total</b>	<b>632 184</b>	<b>21 312</b>	<b>3,4</b>	<b>959</b>	<b>1,0</b>
<b>Ensemble</b>					
Catégorie A	987 381	97 518	9,9	2 061	1,5
Catégorie B	303 685	39 146	12,9	561	1,3
Catégorie C	253 216	45 327	17,9	534	1,2
Catégorie indéterminée	7 481	1 398	18,7	-	0,0
<b>Total</b>	<b>1 551 763</b>	<b>183 389</b>	<b>11,8</b>	<b>3 156</b>	<b>1,4</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

CPA : cessation progressive d'activité. En 2011, seuls les agents de 57 ans et plus sont concernés.

Note : le temps partiel doit être distingué du temps incomplet dont les fondements juridiques sont différents.

**Figure 2.7-3 : Effectifs physiques des titulaires de la FPT à temps partiel par sexe et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

	Total titulaires	Titulaires à temps partiel	Part de titulaires à temps partiel (en %)
<b>Femmes</b>			
Catégorie A	75 187	15 356	20,4
Catégorie B	124 013	32 808	26,5
Catégorie C	606 086	147 767	24,4
Catégorie indéterminée	8 665	4 387	50,6
<b>Total</b>	<b>813 951</b>	<b>200 318</b>	<b>24,6</b>
<b>Hommes</b>			
Catégorie A	46 311	2 214	4,8
Catégorie B	68 536	5 247	7,7
Catégorie C	476 197	23 411	4,9
Catégorie indéterminée	5 021	679	13,5
<b>Total</b>	<b>596 065</b>	<b>31 551</b>	<b>5,3</b>
<b>Ensemble</b>			
Catégorie A	121 498	17 570	14,5
Catégorie B	192 549	38 055	19,8
Catégorie C	1 082 283	171 178	15,8
Catégorie indéterminée	13 686	5 066	37,0
<b>Total</b>	<b>1 410 016</b>	<b>231 869</b>	<b>16,4</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

CPA : cessation progressive d'activité. En 2011, seuls les agents de 57 ans et plus sont concernés.

Note : le temps partiel doit être distingué du temps non complet dont les fondements juridiques sont différents.

Figure 2.7-4 : Effectifs physiques des titulaires de la FPH à temps partiel par sexe et par catégorie hiérarchique au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

	Total titulaires	Titulaires à temps partiel	Part de titulaires à temps partiel (en %)
<b>Femmes</b>			
Catégorie A	156 151	36 935	23,7
Catégorie B	173 683	54 916	31,6
Catégorie C	334 836	73 934	22,1
Catégorie indéterminée	291	56	19,2
<b>Total</b>	<b>664 961</b>	<b>165 841</b>	<b>24,9</b>
<b>Hommes</b>			
Catégorie A	29 034	1 654	5,7
Catégorie B	31 787	2 535	8,0
Catégorie C	98 801	5 201	5,3
Catégorie indéterminée	214	12	5,6
<b>Total</b>	<b>159 836</b>	<b>9 402</b>	<b>5,9</b>
<b>Ensemble</b>			
Catégorie A	185 185	38 589	20,8
Catégorie B	205 470	57 451	28,0
Catégorie C	433 637	79 135	18,2
Catégorie indéterminée	505	68	13,5
<b>Total</b>	<b>824 797</b>	<b>175 243</b>	<b>21,2</b>

Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

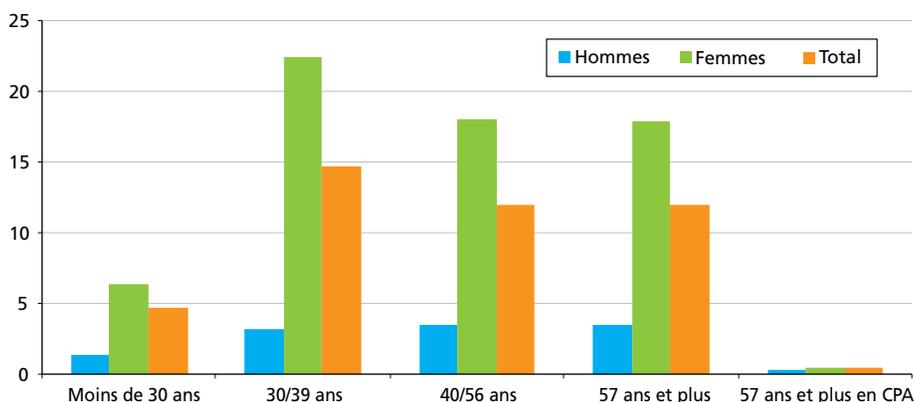
Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

CPA : cessation progressive d'activité. En 2011, seuls les agents de 57 ans et plus sont concernés.

Note : le temps partiel doit être distingué du temps incomplet dont les fondements juridiques sont différents.

Figure 2.7-5 : Part des agents titulaires de la FPE à temps partiel ou en CPA, par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)

[en %]



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

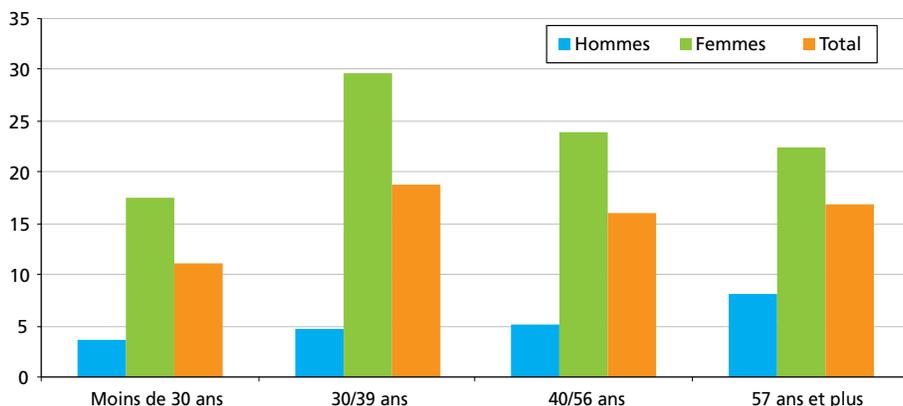
CPA : cessation progressive d'activité. En 2011, seuls les agents de 57 ans et plus sont concernés.

Note : le temps partiel doit être distingué du temps incomplet dont les fondements juridiques sont différents.

Note de lecture : 1,4 % des hommes de moins de 30 ans, titulaires de la FPE, sont à temps partiel. 0,3 % des hommes de 57 ans et plus, titulaires de la FPE, sont en CPA.

**Figure 2.7-6 : Part des agents titulaires de la FPT à temps partiel ou en CPA<sup>(1)</sup>, par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

[en %]



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

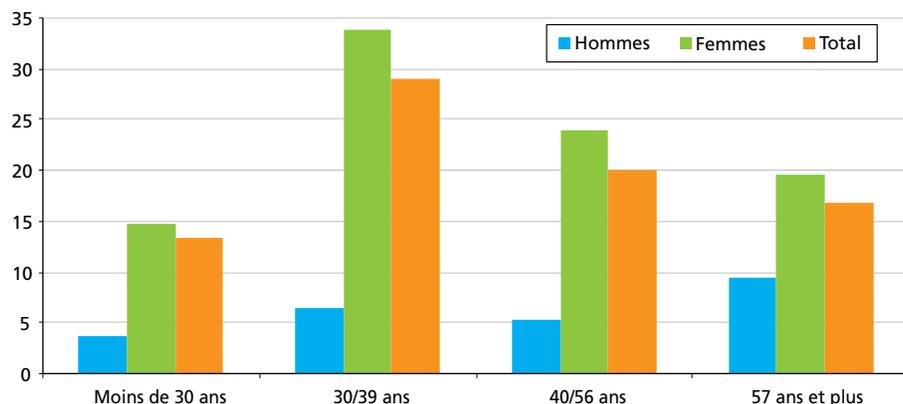
(1) Le nombre de titulaires de la FPT en CPA est non significatif au 31 décembre 2011, le dispositif est en voie d'extinction.

Note : le temps partiel doit être distingué du temps non complet dont les fondements juridiques sont différents.

Note de lecture : 3,6 % des hommes de moins de 30 ans, titulaires de la FPT, sont à temps partiel. 8,1 % des hommes de 57 ans et plus, titulaires de la FPT sont à temps partiel.

**Figure 2.7-7 : Part des agents titulaires de la FPH à temps partiel ou en CPA<sup>(1)</sup>, par tranche d'âge et par sexe au 31 décembre 2011 en France (métropole + DOM)**

[en %]



Source : SIASP, Insee. Traitement DGAFP, département des études statistiques.

Champ : emplois principaux, titulaires. Hors bénéficiaires de contrats aidés. France entière = métropole + DOM (hors COM et étranger).

(1) Le nombre de titulaires de la FPH en CPA est non significatif au 31 décembre 2011, le dispositif est en voie d'extinction.

Note : le temps partiel doit être distingué du temps incomplet dont les fondements juridiques sont différents.

Note de lecture : 3,6 % des hommes de moins de 30 ans, titulaires de la FPH, sont à temps partiel. 9,5 % des hommes de 57 ans et plus, titulaires de la FPH, sont à temps partiel.

# Thème - Agents de la fonction publique : principales caractéristiques

2

## 2.8 Niveaux de diplôme

Figure 2.8-1: Répartition par niveau de diplôme, sexe et âge des agents des trois versants de la fonction publique en 2012 en France métropolitaine

[en %]

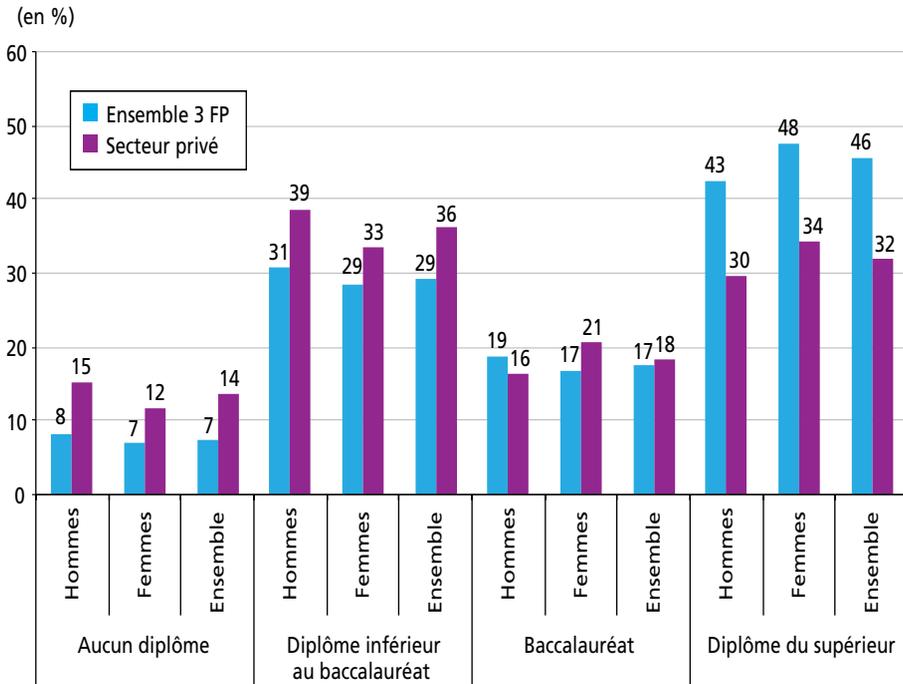
			Aucun diplôme	Diplôme inférieur au baccalauréat	Baccalauréat	Diplôme du supérieur	Ensemble	
FPE	15-29 ans	H	4,7	21,2	30,4	43,7	100,0	
		F	1,3	3,7	17,1	77,8	100,0	
		<b>total</b>	<b>2,9</b>	<b>11,7</b>	<b>23,2</b>	<b>62,2</b>	<b>100,0</b>	
	30-49 ans	H	2,3	16,5	22,6	58,6	100,0	
		F	1,7	6,5	13,2	78,6	100,0	
		<b>total</b>	<b>2,0</b>	<b>11,2</b>	<b>17,7</b>	<b>69,2</b>	<b>100,0</b>	
	50 ans et plus	H	3,6	24,1	14,6	57,6	100,0	
		F	2,5	21,8	20,2	55,5	100,0	
		<b>total</b>	<b>3,0</b>	<b>22,8</b>	<b>17,7</b>	<b>56,5</b>	<b>100,0</b>	
	Tous âges	H	2,9	19,2	21,4	56,4	100,0	
		F	1,9	10,8	15,9	71,5	100,0	
		<b>Ensemble FPE</b>	<b>2,4</b>	<b>14,7</b>	<b>18,4</b>	<b>64,5</b>	<b>100,0</b>	
	FPT	15-29 ans	H	11,6	34,3	26,6	27,6	100,0
			F	7,2	31,0	29,9	32,0	100,0
<b>total</b>			<b>8,7</b>	<b>32,2</b>	<b>28,7</b>	<b>30,4</b>	<b>100,0</b>	
30-49 ans		H	16,3	43,2	17,0	23,5	100,0	
		F	10,6	38,0	19,6	31,8	100,0	
		<b>total</b>	<b>12,7</b>	<b>39,9</b>	<b>18,7</b>	<b>28,7</b>	<b>100,0</b>	
50 ans et plus		H	18,0	56,0	10,0	16,0	100,0	
		F	18,1	55,9	11,3	14,7	100,0	
		<b>total</b>	<b>18,1</b>	<b>55,9</b>	<b>10,8</b>	<b>15,2</b>	<b>100,0</b>	
Tous âges		H	16,4	46,9	15,5	21,2	100,0	
		F	12,8	43,4	18,0	25,7	100,0	
		<b>Ensemble FPT</b>	<b>14,2</b>	<b>44,7</b>	<b>17,1</b>	<b>24,0</b>	<b>100,0</b>	
FPH		15-29 ans	H	3,1	22,9	34,2	39,8	100,0
			F	1,7	21,9	28,3	48,1	100,0
	<b>total</b>		<b>2,0</b>	<b>22,1</b>	<b>29,6</b>	<b>46,3</b>	<b>100,0</b>	
	30-49 ans	H	7,9	33,2	12,7	46,2	100,0	
		F	5,5	33,9	13,9	46,6	100,0	
		<b>total</b>	<b>6,0</b>	<b>33,8</b>	<b>13,6</b>	<b>46,6</b>	<b>100,0</b>	
	50 ans et plus	H	9,5	35,5	6,7	48,2	100,0	
		F	9,3	39,1	12,4	39,2	100,0	
		<b>total</b>	<b>9,3</b>	<b>38,2</b>	<b>11,0</b>	<b>41,5</b>	<b>100,0</b>	
	Tous âges	H	7,5	32,0	14,9	45,6	100,0	
		F	5,7	32,8	16,5	44,9	100,0	
		<b>Ensemble FPH</b>	<b>6,1</b>	<b>32,6</b>	<b>16,1</b>	<b>45,1</b>	<b>100,0</b>	
	3 FP	15-29 ans	H	6,6	25,6	29,9	37,9	100,0
			F	3,3	18,9	25,2	52,7	100,0
<b>total</b>			<b>4,4</b>	<b>21,2</b>	<b>26,8</b>	<b>47,5</b>	<b>100,0</b>	
30-49 ans		H	7,5	27,1	19,7	45,6	100,0	
		F	5,8	24,7	15,7	53,8	100,0	
		<b>total</b>	<b>6,5</b>	<b>25,6</b>	<b>17,2</b>	<b>50,7</b>	<b>100,0</b>	
50 ans et plus		H	10,3	38,8	11,7	39,1	100,0	
		F	10,5	39,8	14,8	34,9	100,0	
		<b>total</b>	<b>10,4</b>	<b>39,4</b>	<b>13,6</b>	<b>36,5</b>	<b>100,0</b>	
Tous âges		H	8,3	30,7	18,5	42,5	100,0	
		F	6,9	28,6	16,8	47,7	100,0	
		<b>Ensemble 3 FP</b>	<b>7,4</b>	<b>29,3</b>	<b>17,4</b>	<b>45,8</b>	<b>100,0</b>	

Source : Insee, enquête emploi 2012. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France métropolitaine. Âge en années révolues au 31 décembre 2012.

Note de lecture : 43,7 % des hommes de la FPE âgés de 15 à 29 ans sont diplômés du supérieur.

Figure 2.8-2: Répartition par niveau de diplôme et sexe dans les trois versants de la fonction publique et le secteur privé en 2012



Source : Insee, enquête emploi 2012. Traitement DGAFP, département des études et des statistiques.

Champ : France métropolitaine. Âge en années révolues au 31 décembre 2012.

Note de lecture : 43 % des hommes en emploi dans la fonction publique et 30 % des hommes en emploi dans le secteur privé en 2012 sont diplômés du supérieur.